

Insee Conjoncture

Champagne-Ardenne



N° 5

Mai 2015

Le bilan économique 2014

Les différentes analyses de ce bilan économique 2014 ont été rédigées par l'Insee ainsi que les partenaires suivants : Banque de France, CRT, Direccte, Draaf, Dreal. Nous les remercions vivement de cette précieuse collaboration au service de l'information du public.



Avertissement

La rédaction de ce bilan économique s'échelonne de janvier à mai 2015. Les données analysées sont celles disponibles à la date de rédaction des différents articles. Certaines ont pu légèrement évoluer depuis.

Signes conventionnels utilisés

... : Résultat non disponible

/// : Absence de résultat due à la nature des choses

e : Estimation

p : Résultat provisoire

r : Résultat révisé par rapport à l'édition précédente

n.s. : résultat non significatif

€ : euro

M : Million

Md : Milliard

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| Synthèse régionale et cadrage national | 4 |
| La reprise se fait attendre | |
| Emploi | 6 |
| Baisse de l'emploi proche de celle observée en 2013 | |
| Chômage | 10 |
| Hausse du chômage, surtout dans l'Aube | |
| Politiques d'emploi | 12 |
| Les chômeurs de longue durée et les jeunes, publics prioritaires de la politique d'emploi | |
| Démographie des entreprises | 14 |
| Diminution des créations et légère baisse des défaillances | |
| Commerce extérieur | 16 |
| Dynamisme des exportations et solde commercial au plus haut | |
| Agriculture | 20 |
| Rendements élevés et prix en baisse pour les grandes cultures | |
| Viticulture | 22 |
| Des ventes de champagne en hausse portées par les exportations | |
| Construction | 24 |
| L'activité recule fortement | |
| Tourisme | 26 |
| Bilan positif pour l'hôtellerie, maussade pour le camping | |
| Transport | 28 |
| Une moindre baisse de l'activité en 2014 | |
| Dépôts et crédits des banques | 30 |
| Des encours des dépôts et crédits bancaires en légère progression | |
| Surendettement des particuliers | 31 |
| Des dépôts de dossiers de surendettement des particuliers en diminution | |

Synthèse régionale

La reprise se fait attendre

Catherine Fischer, Insee Champagne-Ardenne

En 2014, la croissance économique de la France est faible (+0,2 % après +0,7 % en 2013 et +0,2 % en 2012). Bénéficiant de la baisse du prix du pétrole et de l'euro, le climat des affaires, dont font état les entreprises, s'améliore à partir d'octobre mais demeure attentiste. Le pouvoir d'achat des ménages rebondit et la consommation accélère légèrement ; l'investissement des entreprises se redresse alors que l'investissement des ménages se replie pour la 3^e année consécutive. En raison du faible rythme de croissance de l'activité, l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles baisse de 0,5 % en glissement annuel.

Ce contexte pèse sur la situation économique de la région et en 2014, la reprise se fait attendre. Au 1^{er} semestre, différents indicateurs sont mieux orientés : le climat des affaires dans l'industrie et les services s'améliore, l'intérim continue de progresser, la baisse de l'emploi est modérée, le chômage des jeunes est stable. Mais au 3^e trimestre, la situation se détériore fortement : dans les différents secteurs d'activité, le climat conjoncturel se dégrade et l'emploi salarié aussi. Des signes d'amélioration sont toutefois perceptibles en fin d'année et la baisse de l'emploi s'atténue.

La baisse de l'emploi se poursuit

L'emploi salarié marchand diminue de 4 650 postes en Champagne-Ardenne en 2014, soit un recul de 1,7 % en glissement annuel (après -1,6 % en 2013). C'est la baisse la plus élevée des régions métropolitaines après celle enregistrée en Franche-Comté (-1,9 %).

L'emploi recule sensiblement au 3^e trimestre, puis plus modérément au dernier trimestre. Trois quarts des suppressions d'emploi le sont au second semestre. En 2014, tous les grands secteurs sont en recul, y compris le tertiaire marchand (1 730 postes perdus). Alors que le dynamisme de l'intérim soutenait depuis mi-2012 ce secteur, le nombre d'intérimaires diminue de 1,0 %. Son évolution est marquée par un net repli au 3^e trimestre, après un premier semestre bien orienté et une nouvelle hausse en fin d'année.

L'emploi diminue aussi de manière importante dans le commerce et les transports. Ces activités du tertiaire, très implantées dans la région subissent des restructurations à l'échelle nationale.

L'industrie perd 1 710 emplois (-2,1 % après -3,8 % en 2013). Presque tous les domaines industriels sont concernés, particulièrement ceux liés à l'automobile et la construction. La baisse de l'emploi dans la construction, observée depuis mi-2008 s'amplifie encore. Pour la 5^e année, les mises en chantier de logements diminuent. Le repli est net en 2014 (-20 %) ; la construction de locaux non résidentiels baisse également, le marché de l'immobilier est en panne (-47 % de ventes de logements neufs) et les permis de construire de logements reculent de 22 %, n'ouvrant pas de perspectives favorables.

Taux de chômage, un niveau record

La détérioration du marché du travail reprend après une année 2013 en légère amélioration. Le taux de chômage de la Champagne-Ardenne s'établit à 11,0 % de la population active au 4^e trimestre 2014, en progression de 0,7 point sur un an (+0,4 point au niveau national). Il est le 5^e le plus élevé avec celui de la Haute-Normandie. Le taux de chômage national au sens du BIT est de 10,0 %.

Fin 2014, en Champagne-Ardenne, 114 800 personnes sont inscrites à Pôle emploi. La demande d'emploi augmente de 5,2 % en un an, hausse équivalente à celle de 2013, mais moins marquée qu'en France métropolitaine. Les seniors et les chômeurs de longue durée sont encore les publics les plus touchés par cette progression. En revanche, les jeunes, qui pour certains bénéficient de contrats d'avenir, sont les plus épargnés : 2 480 contrats ont été signés dans le cadre de ce dispositif qui monte en puissance en 2014.

La création d'entreprises en baisse

La dynamique entrepreneuriale marque le pas : après une légère hausse en 2013, les créations d'entreprises baissent (-2,1 %). Le recul des enregistrements d'auto-entreprises se poursuit, mais encore plus de la moitié des créations de la région relèvent de ce régime. Les défaillances d'entreprises diminuent légèrement (-0,8 %), comme au niveau national, après une forte hausse en 2013, mais demeurent, pour la région, à un niveau jamais atteint.

L'activité du transport de marchandises se contracte moins qu'en 2013. Prestataire de

services surtout pour l'industrie, la construction, le commerce, ce secteur est marqué, cette année encore, par les baisses d'activités et de productions. Le transport aérien de personnes est en repli pour la première fois depuis 2008.

Des productions agricoles en hausse, mais des prix en baisse

En 2014, les rendements des principales grandes cultures céréalières de la région sont très élevés : la production de céréales progresse en volume (+6,7 %) ; dans le même temps, les prix sont en forte baisse. Pour le blé, une moindre qualité due à des conditions climatiques particulières pèse sur les cours. Les productions d'orge progressent nettement poussées par la hausse des rendements et des surfaces cultivées. La baisse des prix limite les résultats et la situation des exploitations agricoles se détériore.

Les éleveurs et les producteurs de lait bénéficient de conditions plus favorables, la production et le prix du lait étant mieux orientés et les charges alimentaires en diminution. En revanche, la production de viande bovine recule et son prix baisse.

La vendange 2014 est de qualité et malgré une production de raisins en appellation Champagne en recul (-3,4 %), le plafond de rendement est atteint dans la majorité des secteurs. Les expéditions de bouteilles dépassent les 307 millions et augmentent de 0,7 % grâce aux ventes à l'étranger (+5,3 %).

Les exportations toujours dynamiques

Le champagne est le premier poste des exportations de la région, devant les produits pharmaceutiques, les équipements automobiles et les produits de la culture et de l'élevage. Les exportations continuent de croître (+5,4 %) et atteignent 11,3 Md€ soit son niveau le plus haut. L'excédent de la balance commerciale de la région s'améliore, avec un taux de couverture de 139 %.

Dans une dynamique favorable depuis plusieurs années, l'activité hôtelière continue de progresser en 2014 : elle réalise pour la première fois plus de 3 millions de nuitées. Amorcé en 2013, le retour de la clientèle étrangère, se confirme. ■

Contexte national

En 2014, l'économie française croît faiblement, le pouvoir d'achat des ménages accélère

Laurent Clavel, Direction des études et synthèses économiques, Insee

Légère accélération de l'activité mondiale

En 2014, l'activité mondiale accélère légèrement : la reprise s'affermi dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents.

Dans les pays avancés, l'accélération de l'activité recouvre un décalage conjoncturel entre d'une part les pays anglo-saxons et d'autre part la zone euro. Ainsi, l'activité progresse à un rythme soutenu dans les premiers. La zone euro, en revanche, après deux années de contraction de l'activité, ne renoue que timidement avec la croissance et les hétérogénéités y restent fortes. La croissance de la zone se redresse surtout à la fin de l'année, sous l'effet notamment de deux *stimuli* extérieurs : d'une part le prix du pétrole baisse fortement au second semestre, d'autre part l'euro se déprécie nettement par rapport au dollar.

Dans les pays émergents, l'activité ralentit pour la quatrième année consécutive, sous l'effet de l'essoufflement de la croissance chinoise, mais aussi de la dégradation dans plusieurs autres grands pays, notamment le Brésil et la Russie.

L'économie française croît faiblement

En 2014, le PIB de la France progresse de 0,2 % après +0,7 % en 2013.

1 Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



(1) : y compris Institutions sans but lucratif au service des ménages.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

2 Le PIB et les opérations sur biens et services

| | Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %) | | | 2014 | |
|---|---|------|------|----------------------|---|
| | 2012 | 2013 | 2014 | en milliards d'euros | Contribution à la croissance du PIB en volume |
| Produit intérieur brut (PIB) | 0,2 | 0,7 | 0,2 | 2 060,9 | 0,2 |
| Importations | 0,7 | 1,7 | 3,8 | 630,1 | -1,2 |
| Consommation effective des ménages, dont : | 0,2 | 0,6 | 0,9 | 1 464,8 | 0,7 |
| - dépense des ménages | -0,3 | 0,4 | 0,6 | 1 094,9 | 0,3 |
| - dépense individualisable des administrations | 1,5 | 1,6 | 1,6 | 546,0 | 0,4 |
| Consommation collective des administrations publiques | 1,4 | 1,9 | 0,8 | 175,9 | 0,1 |
| Formation brute de capital fixe, dont : | 0,2 | -0,6 | -1,2 | 443,1 | -0,3 |
| - entreprises non financières | -0,2 | 0,5 | 2,0 | 248,8 | 0,2 |
| - ménages | -2,1 | -1,5 | -5,3 | 98,8 | -0,3 |
| - administrations publiques | 1,8 | 0,1 | -6,9 | 75,2 | -0,3 |
| Variations de stocks (contribution à la croissance) | -0,6 | 0,2 | 0,2 | 10,0 | 0,2 |
| Exportations | 2,5 | 1,7 | 2,4 | 593,6 | 0,7 |

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

La demande intérieure hors stocks est le principal contributeur à la croissance du PIB, à hauteur de +0,5 point, comme en 2013. La consommation des ménages accélère légèrement (+0,6 % après +0,4 % en 2013). La demande intérieure est également soutenue par le dynamisme des dépenses de consommation des administrations publiques (+1,6 %, comme en 2013), tandis que leur investissement recule fortement (-6,9 % après +0,1 % en 2013). L'investissement des entreprises non financières se redresse (+2,0 % après +0,5 % en 2013), alors que l'investissement des ménages, principalement en logements, se replie pour la troisième année consécutive (-5,3 % en 2014). Au total, l'investissement de l'ensemble des secteurs se replie en 2014 (-1,2 %) plus fortement qu'en 2013 (-0,6 %).

En 2014, les exportations gagnent en dynamisme (+2,4 % après +1,7 % en 2013). Mais les importations accélèrent plus vivement (+3,8 %, après +1,7 %). Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB devient négative (-0,5 point après une contribution neutre en 2013).

Par branche, l'activité est portée par les services marchands (+0,5 % après +0,7 %), les services non marchands (+1,0 % après +1,2 %) et l'agriculture (+8,5 % après -1,9 %). L'activité de la branche énergie-eau-déchets se replie fortement (-2,1 % après +2,2 % en 2013),

en raison d'un climat doux en début comme en fin d'année. La construction recule fortement (-3,6 %), après une quasi-stabilisation en 2013 (+0,1 %). L'activité dans l'industrie manufacturière se replie (-0,7 % après +0,5 %).

Le pouvoir d'achat rebondit

Le pouvoir d'achat rebondit (+1,1 % après -0,1 % en 2013). En termes nominaux, le revenu des ménages gagne en dynamisme (+1,1 % après +0,7 % en 2013), alors que les prix de la consommation décélèrent de nouveau nettement (0,0 % après +0,8 % en 2013).

L'emploi total croît légèrement

L'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement (-0,2 %), en raison du faible rythme de croissance de l'activité. Mais, grâce aux créations nettes d'emplois dans les branches non marchandes, principalement des contrats aidés (notamment la montée en charge des emplois d'avenir), l'emploi total augmente en moyenne sur l'année (+0,3 %) et le taux de chômage est quasi stable en moyenne annuelle (10,2 % après 10,3 % en 2013). ■

Avertissement

Dans le cadre national, les évolutions sont en moyenne annuelle ; elles sont principalement en glissement annuel (T4 2014 / T4 2013) pour les autres évolutions du Bilan, ce qui peut expliquer certains écarts entre les chiffres du cadre national et le reste du Bilan économique régional.

Emploi

Baisse de l'emploi proche de celle observée en 2013

En Champagne-Ardenne, l'emploi salarié continue de diminuer en 2014, à un rythme proche de celui observé en 2013 : -1,7 % en glissement annuel, soit 4 650 postes de moins dans les secteurs marchands non agricoles. Dans l'industrie, le recul de l'emploi se poursuit, toutefois à un rythme moindre que l'année passée (-2,1 % après -3,8 %). En revanche, dans le secteur de la construction, la dégradation de l'emploi, engagée depuis la mi-2008, s'amplifie encore (-4,5 % après -3,4 %).

Le tertiaire marchand perd également des emplois (-1,0 % en glissement annuel), touché à la fois par d'importantes suppressions de postes dans le commerce et les transports et la baisse de l'intérim.

En France métropolitaine, la baisse de l'emploi salarié marchand non agricole reste modérée (-0,5 % en glissement annuel), proche de celle de 2013 (-0,3 %).

Romain Perron, Insee Champagne-Ardenne

En France, la croissance économique reste modeste en 2014 : 0,2 % en moyenne annuelle, après 0,7 % en 2013 et 0,2 % en 2012. Après un léger recul au 1^{er} semestre, un certain regain d'activité est observé au second semestre. Après s'être dégradé à l'été 2014, le climat des affaires en France s'améliore à partir d'octobre. Dans ce contexte, en France métropolitaine, l'emploi baisse de 0,5 % en glissement annuel, soit 74 000 postes des secteurs marchands non agricoles de moins en 2014, après un repli de 0,3 % en 2013.

Forte baisse de l'emploi au 3^e trimestre

En Champagne-Ardenne, l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles recule de 1,7 % sur un an, soit un rythme plus marqué qu'au niveau métropolitain (-0,5 %) (*figure 1*). Fin 2014, 277 000 salariés travaillent dans ces secteurs, soit 4 650 de moins que fin 2013. L'année passée, la baisse de l'emploi était de même ampleur (-1,6 % en glissement annuel, soit -4 540 postes). Après un 1^{er} semestre 2013 difficile, l'emploi régional résiste bien de mi-2013 à mi-2014 : il baisse modérément au 1^{er} semestre 2014 (-0,3 % en glissement semestriel). Par la suite, l'emploi recule sensiblement au 3^e trimestre, puis moins fortement au 4^e trimestre. Plus de trois emplois supprimés sur quatre en 2014 le sont au cours du second semestre. Dans le même temps, le climat des affaires régional se détériore fortement à la mi-2014 pour ne se redresser qu'en fin d'année.

Parmi les régions métropolitaines, seule la Franche-Comté, 1^{re} région industrielle de France, enregistre une baisse plus importante de l'emploi cette année (-1,9 %) qu'en Champagne-Ardenne. En Picardie et en Lorraine, régions limitrophes, caractérisées aussi par l'importance de

l'industrie, les baisses sont également importantes, respectivement -1,4 % et -1,2 %. À l'inverse et comme les années passées, dans les régions bénéficiant d'un tissu productif plus diversifié et d'une forte attractivité démographique, l'emploi résiste mieux : Île-de-France, +0,2 %, Corse, +0,1 %, Languedoc-Roussillon et Aquitaine, -0,1 %.

Moindre repli de l'emploi dans la Marne

La Marne qui rassemble 46,0 % des effectifs salariés régionaux, perd 1,2 % des emplois marchands, soit 1 560 postes de moins. Le recul est cependant nettement plus modéré qu'en 2013 où 2 450 emplois avaient été supprimés (-1,9 %). En revanche, les baisses s'accroissent en 2014 dans les trois autres départements de la région, légèrement dans l'Aube (-1,8 % après -1,7 % en 2013) et plus fortement dans les Ardennes (-2,4 % après -1,8 %) et en Haute-Marne (-1,8 %, après une quasi-stabilité l'année précédente).

Baisse de l'emploi industriel moins marquée qu'en 2013...

Fin 2014, 78 600 salariés exercent leur activité dans un établissement industriel (*figure 3*), soit 28,4 % de l'emploi salarié marchand non agricole en Champagne-Ardenne, contre 20,4 % en France métropolitaine. En un an, l'industrie régionale perd 2,1 % de ses effectifs, soit -1 710 emplois. Cette baisse est nettement moins marquée que celle de 2013, où le bilan se soldait par 3 150 emplois en moins par rapport à fin 2012, soit une diminution de 3,8 %. Au niveau national, le recul est également moindre, -1,2 % en 2014 après -1,8 % en 2013.

Au sein de l'industrie, seul le secteur de l'énergie, l'eau et la gestion des déchets gagne des emplois en Champagne-Ardenne (+2,2 %). Dans la fabrication des matériels de transport, l'emploi continue de diminuer : -11,2 %, soit 260 postes supprimés ; dans l'industrie des biens d'équipement, la baisse de 2,4 % concerne 240 emplois. D'une façon générale, les équipementiers automobiles et les entreprises dont l'activité est liée à la construction restent très fragilisés, comme les années passées. En revanche, les industries agro-alimentaires et de boissons maintiennent un niveau d'emploi proche de celui de 2013 (-0,4 % soit 70 emplois perdus, après -2,2 % en 2013).

Les autres branches de l'industrie, qui regroupent 56,7 % de l'emploi industriel dans la région, perdent globalement 1 300 postes (-2,8 %), mais moins qu'un an plus tôt (-1 860 postes). Dans cet ensemble, les secteurs de la métallurgie, de l'industrie du bois et du papier, et de la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique sont les plus touchés.

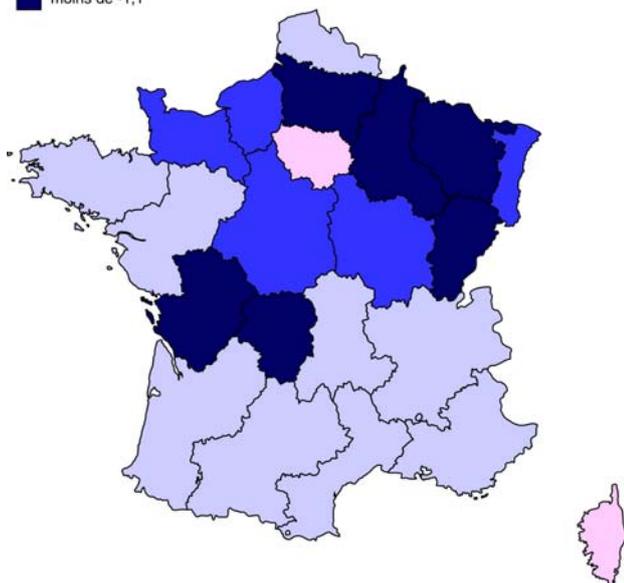
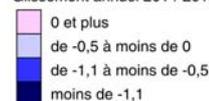
... sauf dans le département de l'Aube

Dans les Ardennes, où l'industrie est fortement liée à la filière automobile, les emplois industriels se contractent de 3,6 %, comme en 2013 (-3,7 %). Dans l'Aube, les effectifs diminuent de 3,4 %, plus fortement qu'un an plus tôt (-2,6 %). La baisse concerne plus de 600 postes dans ce département. La liquidation judiciaire en fin d'année de deux entreprises du groupe SIMPA, spécialisées dans la fabrication de portes et fenêtres, entraîne à elle seule la suppression de 380 emplois.

1 Évolution régionale de l'emploi salarié

France métropolitaine : -0,5 %

Glissement annuel 2014-2013 (en %)



©IGN-Insee 2015

Note : données CVS.

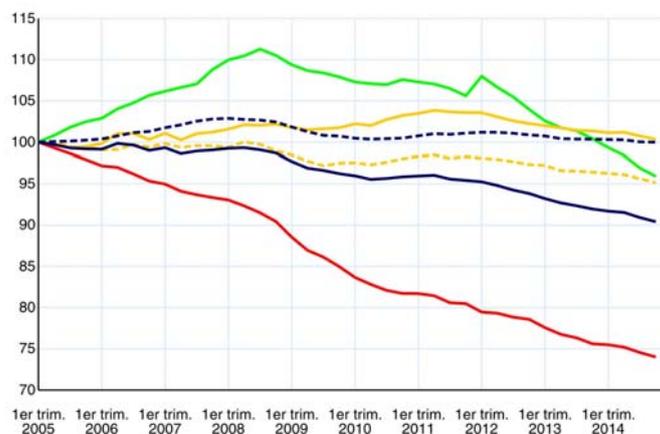
Champ : France métropolitaine. Emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

2 Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands dans la région Champagne-Ardenne

— Industrie
— Construction
— Tertiaire principalement marchand hors intérim
— dont Commerce
— Emploi hors intérim Champagne-Ardenne
— Emploi hors intérim France métropolitaine

en indice base 100 au 2005 T1



Note : données CVS.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

3 Emploi salarié des secteurs principalement marchands

| Secteur d'activité - NAF rév.2, 2008 | 2014 T4 (en milliers) | | Glissement annuel (en %) | | Glissement annuel moyen 2013/2007(1) (en %) | |
|---|--------------------------|-------------------|--------------------------|-------------------|---|--|
| | Champagne-Ardenne | Champagne-Ardenne | France métropolitaine | Champagne-Ardenne | France métropolitaine | |
| Industrie | 78,6 | -2,1 | -1,2 | -3,5 | -2,0 | |
| Industrie agro-alimentaire | 16,2 | -0,4 | 0,1 | -1,9 | -0,4 | |
| Énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage | 8,1 | 2,2 | 1,0 | 0,2 | 0,2 | |
| Biens d'équipement | 8,7 | -2,7 | -1,4 | -2,0 | -2,8 | |
| Matériels de transport | 2,1 | -11,2 | -2,7 | -11,8 | -2,0 | |
| Autres branches industrielles | 44,6 | -2,8 | -1,7 | -4,3 | -2,9 | |
| Construction | 25,8 | -4,5 | -3,5 | -1,9 | -1,5 | |
| Tertiaire marchand | 172,5 | -1,0 | 0,1 | 0,0 | 0,3 | |
| Commerce | 56,5 | -1,3 | -0,5 | -0,5 | -0,2 | |
| Transports | 24,9 | -2,5 | -0,5 | -1,3 | -0,3 | |
| Hébergement - restauration | 14,1 | 0,7 | 0,8 | 0,5 | 0,9 | |
| Information - communication | 3,7 | -4,1 | 0,8 | -4,4 | 0,3 | |
| Services financiers | 11,4 | -1,6 | 0,5 | 0,0 | 0,2 | |
| Services immobiliers | 3,5 | -2,7 | -0,1 | -1,9 | -0,5 | |
| Services aux entreprises | 34,5 | 0,1 | 0,8 | 1,8 | 0,9 | |
| Services aux ménages | 12,5 | 0,8 | 0,8 | 0,0 | 0,7 | |
| Intérim | 11,4 | -1,0 | 0,1 | 2,9 | 1,1 | |
| Total | 277,0 | -1,7 | -0,5 | -1,2 | -0,4 | |

Note : données CVS.

(1) : glissement annuel qu'aurait connu l'emploi salarié du secteur, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

L'emploi industriel résiste mieux en Haute-Marne (-1,7 %) et surtout dans la Marne (-0,6 %) où, en particulier, l'emploi de l'industrie agro-alimentaire et de boissons est bien orienté (+1,6 %). Dans ce département, les effectifs industriels ont reculé de 4,5 % en 2013, soit 1 440 postes supprimés par rapport à fin 2012, suite notamment à des fermetures d'établissements comme *Grandeco* dans l'industrie du bois et du papier ou *Plastique Technique Champenois* dans la fabrication de matériel de transport.

Des difficultés persistantes dans la construction

Depuis mi-2008, le secteur de la construction perd des emplois. En 2014, les suppressions de postes s'accroissent, -4,5 % après -3,4 % en 2013. La construction de bâtiments comme le génie civil et les travaux de constructions spécialisés (maçonnerie, électricité ...) sont touchés. Au niveau national, la baisse de l'emploi dans la construction est un peu moins marquée, mais s'amplifie également, -3,5 % après -1,8 % en 2013.

Le secteur supprime des emplois dans les quatre départements de la région : -6,3 % dans l'Aube, -5,3 % en Haute-Marne, -3,7 % dans la Marne et -3,1 % dans les Ardennes.

Recul de l'emploi tertiaire marchand

En 2014, l'emploi du tertiaire marchand, qui concentre 62,0 % de l'emploi des secteurs marchands non agricoles de Champagne-Ardenne, se contracte de 1,0 % par rapport à 2013, après une légère baisse l'année précédente (-0,2 % en 2013). Les 1 730 postes perdus représentent 37,2 % du recul de l'emploi régional.

En 2013, l'emploi tertiaire marchand bénéficiait du dynamisme de l'intérim. En revanche, en 2012 près de 4 000 postes avaient été supprimés (-2,2 %) dans le tertiaire marchand.

Le commerce et les transports, secteurs tertiaires les plus touchés

En 2014, ce sont surtout les difficultés, d'une part du commerce (-1,3 %, soit -760 postes), activité qui représente un tiers des emplois du tertiaire marchand, et d'autre part des transports (-2,5 %, soit -650 postes), qui pèsent sur l'emploi de ce secteur. En revanche, dans les services aux entreprises hors intérim, 3^e grande composante du tertiaire marchand, les effectifs se maintiennent (+0,1 %). L'hébergement restauration gagne des emplois en 2014, +0,7 %, après une baisse de 2,3 % en 2013.

En France métropolitaine, l'emploi tertiaire marchand est stable (+0,1 %). Comme au niveau régional, les effectifs diminuent dans le commerce (-0,5 %) et les transports (-0,5 %), mais moins fortement qu'en Champagne-Ardenne. Le secteur du commerce pâtit d'une consommation des ménages peu dynamique. Celui du transport et de l'entreposage est touché par d'importantes restructurations chez les principaux transporteurs routiers et par des diminutions d'emploi à *La Poste* et à la *SNCF*. En revanche, au niveau national, ces baisses sont compensées par la vigueur des services aux entreprises hors intérim (+0,8 %).

L'intérim marqué par un troisième trimestre difficile

Fin 2014, l'intérim, intégralement comptabilisé dans l'activité des services marchands, compte 11 410 salariés en

Champagne-Ardenne. En raison d'une importante chute des effectifs au 3^e trimestre (-6,6 %) (*figure 4*), le nombre d'intérimaires diminue de 1,0 % globalement sur l'année, soit 110 emplois de moins qu'en fin 2013. Néanmoins ce repli reste modéré, ce qui préserve une grande partie des 980 emplois créés en 2013. Depuis sa reprise amorcée au 3^e trimestre 2012, la dynamique de l'intérim est plus favorable dans la région qu'au niveau national : les effectifs intérimaires ont progressé de 8,5 % en Champagne-Ardenne au lieu de 4,0 % en France métropolitaine.

En 2014, les effectifs de l'intérim sont stables dans tous les départements de la région, excepté en Haute-Marne où ils diminuent de 4,7 %. Au niveau national, l'emploi intérimaire augmente légèrement, +0,1 % en 2014.

Repli du tertiaire marchand dans tous les départements

L'emploi tertiaire marchand recule dans les quatre départements de la région. Les Ardennes et la Haute-Marne (-1,4 %), puis la Marne (-1,1 %) (*figure 5*), sont fortement touchés par la baisse de l'activité dans le commerce et les transports. En particulier, le secteur du transport routier de marchandises, très présent en Champagne-Ardenne, subit le plan social national de *Mory Ducros* décidé en début d'année et perd de nombreux emplois en 2014.

Dans l'Aube, le tertiaire marchand résiste globalement mieux, le recul de 0,4 % restant modéré. Dans ce département, la baisse des effectifs dans le commerce (-1,9 %) est en grande partie compensée par la création d'emplois dans l'hébergement et restauration. ■

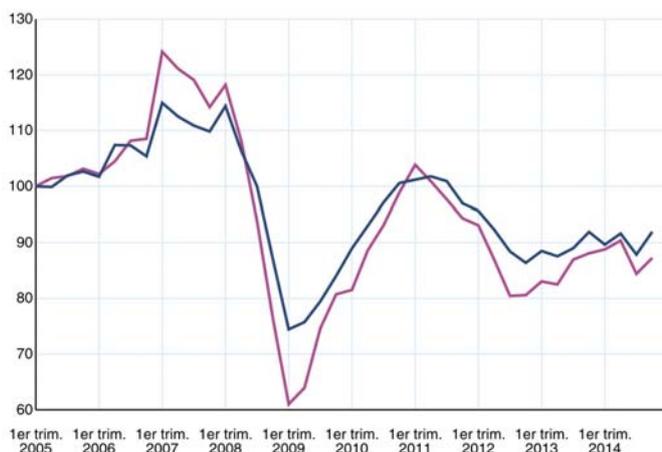
Pour en savoir plus

- Patrick Bouny et Romain Perron, « Baisse de l'emploi plus modérée », *Insee Conjoncture Champagne-Ardenne n°4*, avril 2015
- Hervé Loiseau et Monique Saliou, « Vingt ans d'évolution du tissu productif », *Insee Analyses Champagne-Ardenne n°4*, octobre 2014

4 Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire

— Champagne-Ardenne — France métropolitaine

en indice base 100 au 2005 T1



Note : données CVS.

Champ : emploi intérimaire en fin de trimestre.

Source : Insee, estimations d'emploi.

5 Emploi salarié par département et par secteur

| | 2014 T4 (en milliers) | Glissement annuel (en %) | | | | | Total |
|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------|--------------------|---------------|--------------|-------------|
| | | Industrie | Construction | Tertiaire marchand | dont Commerce | dont Intérim | |
| Ardennes | 48,6 | -3,6 | -3,1 | -1,4 | -1,8 | -0,2 | -2,4 |
| Aube | 63,3 | -3,4 | -6,3 | -0,4 | -1,9 | 0,1 | -1,8 |
| Mame | 127,5 | -0,6 | -3,7 | -1,1 | -1,0 | -0,4 | -1,2 |
| Haute-Marne | 37,6 | -1,7 | -5,3 | -1,4 | -1,1 | -4,7 | -1,8 |
| Champagne-Ardenne | 277,0 | -2,1 | -4,5 | -1,0 | -1,3 | -1,0 | -1,7 |

Note : données CVS.

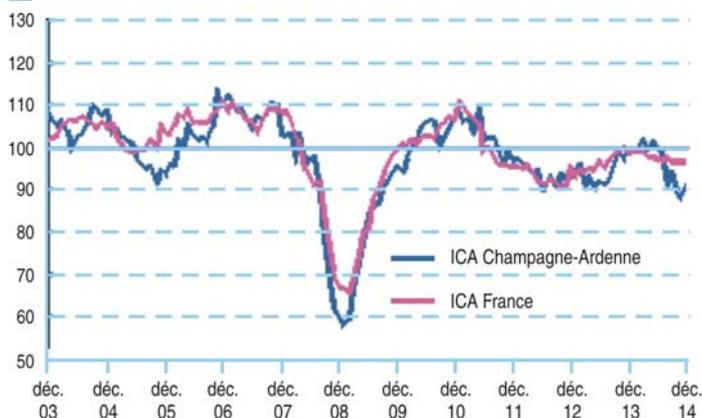
Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

Le climat des affaires en Champagne-Ardenne

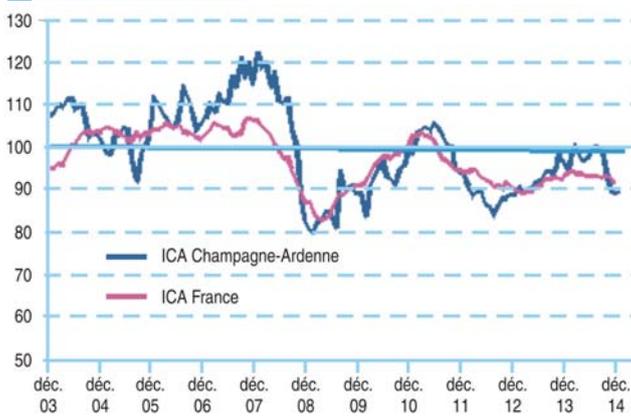
L'indicateur du climat des affaires, établi mensuellement par la Banque de France à l'issue de l'enquête de conjoncture réalisée auprès de ses informateurs, permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume, par une variable synthétique, l'évolution des soldes d'opinion qui présentent des évolutions similaires dans le temps. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation ; 100 = moyenne de longue période.

6 Industrie



Source : Banque de France.

7 Services marchands



Source : Banque de France.

Proche de sa moyenne de longue période durant le premier semestre de l'année 2014, l'indicateur régional du climat des affaires dans l'industrie s'est fortement détérioré à l'été, pour ne se redresser qu'en fin d'année : après un point bas en novembre (87 points), il finit l'année à 92 points. Celui établi au niveau national présente des fluctuations dans le même sens, toutefois de moindre ampleur. Dans les services marchands, une forte dégradation de l'indicateur est également observée dans la région, mais un peu plus tardivement que dans l'industrie.

Chômage

Hausse du chômage, surtout dans l'Aube

En 2014, la dégradation du marché du travail reprend. En Champagne-Ardenne, le taux de chômage atteint 11,0 % de la population active au 4^e trimestre, en hausse de 0,7 point sur un an. En France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT augmente de 0,4 point et s'établit à 10,0 % au 4^e trimestre. L'Aube enregistre la plus forte progression du chômage (+1,0 point sur un an) ; il s'élève à 12,4 % de la population active, proche du taux ardennais.

La demande d'emploi concerne 114 800 personnes fin 2014 dans la région. Elle continue de croître, mais moins fortement qu'en France métropolitaine. Les seniors sont les plus touchés ; en revanche, la demande d'emploi des jeunes reste quasiment stable, comme l'an passé.

Monique Saliou, Insee Champagne-Ardenne

La situation du marché du travail se détériore de nouveau en 2014, après une légère amélioration en 2013. Au 4^e trimestre 2014, le taux de chômage localisé de la Champagne-Ardenne s'élève à 11,0 % de la population active, en hausse de 0,7 point sur un an, après -0,2 point l'année précédente (*figure 1*). En France métropolitaine, sur la même période, le taux de chômage au sens du BIT augmente de 0,4 point et atteint 10,0 % en fin d'année (*figure 2*). La région se positionne désormais, avec la Haute Normandie, au 5^e rang des régions métropolitaines les plus affectées par le chômage, derrière la Provence-Alpes-Côte d'Azur (11,6 %), la Picardie (11,7 %), le Nord-Pas-de-Calais (13,0 %) et le Languedoc-Roussillon (14,3 %).

Forte dégradation du marché du travail aubois

Les quatre départements de Champagne-Ardenne enregistrent une augmentation du chômage, mais dans l'Aube la dégradation est particulièrement marquée. Le taux de chômage y croît de 1,0 point sur un an, soit la plus forte progression départementale après celle de la Haute-Corse. Il concerne 12,4 % de la population active au 4^e trimestre 2014 et rejoint celui des Ardennes (12,5 %), en hausse de 0,6 point. Parmi les 96 départements métropolitains classés par taux de chômage décroissant, les Ardennes et l'Aube se positionnent respectivement aux 10^e et 11^e rangs. Dans la Marne et la Haute-Marne, malgré des hausses de 0,5 et 0,6 point, supérieures à la moyenne nationale, le chômage touche respectivement 10,0 % et 9,7 % des actifs et reste proche du taux métropolitain.

La demande d'emploi continue de croître

Fin 2014, 114 800 personnes ayant ou non exercé une activité réduite au cours du mois (catégories A, B et C) sont inscrites à

Pôle emploi en Champagne-Ardenne (*figure 3*). Depuis 2007, les demandeurs d'emploi ne cessent d'augmenter. La progression observée en 2014 (+5 600 personnes, +5,2 % en un an) est équivalente à celle de 2013. Néanmoins, comme l'année précédente, elle est moins marquée en Champagne-Ardenne qu'en France métropolitaine (+6,4 %).

Dans tous les départements, la demande d'emploi augmente, mais plus fortement dans l'Aube (+8,8 %) (*figure 4*). Les 2 330 chômeurs supplémentaires enregistrés dans ce département représentent plus de 40 % de l'augmentation régionale de la demande d'emploi. Les hausses restent en deçà de la progression nationale dans la Marne (+3,6 %), en Haute-Marne (+5,4 %) et dans les Ardennes (+4,0 %).

Stabilité pour les jeunes demandeurs d'emploi comme en 2013

Le bilan de l'évolution des demandeurs d'emploi est un peu plus favorable dans la région qu'au niveau national pour toutes les catégories de chômeurs.

Les seniors sont encore les plus touchés par la dégradation du marché du travail. En 2014, les demandeurs d'emploi âgés d'au moins 50 ans (catégories A, B et C) augmentent de +9,5 %, après +11,1 % l'année précédente. La hausse est plus faible en Champagne-Ardenne qu'en France métropolitaine (+10,4 %). La situation des plus de 50 ans se dégrade davantage dans l'Aube où la demande d'emploi après cet âge augmente de 11,8 %, après +10,8 % en 2013. Dans les trois autres départements de la région, la progression du nombre de demandeurs d'emploi seniors ralentit, tout en restant élevée : +9,6 % dans les Ardennes, +8,7 % dans la Marne et +7,3 % en Haute-Marne.

Pour la 2^e année consécutive, le nombre de jeunes champardennais inscrits à Pôle emploi (catégories A, B et C), est

quasiment stable (+0,5 %, après 0,0 % l'année précédente) alors qu'il progresse de 2,9 % à l'échelon national. Le dispositif des contrats d'avenir, destiné aux jeunes faiblement diplômés ou sans diplôme, continue de contenir le chômage des jeunes. Les chômeurs de moins de 25 ans reculent dans les Ardennes (-2,0 %) et la Marne (-1,6 %) ; ils augmentent dans l'Aube, mais moins vite qu'un an plus tôt (+3,4 % après +4,5 % en 2013). En revanche, en Haute-Marne, leur nombre repart à la hausse (+5,9 %) alors qu'il avait diminué d'autant l'année précédente.

En Champagne-Ardenne, comme en 2013, la baisse de l'emploi dans l'industrie et la construction explique une évolution plus défavorable du chômage des hommes : ils sont 6,0 % de plus que fin 2013 à être demandeurs d'emploi. La hausse est moindre pour les femmes (+4,4 %). Au niveau national les progressions sont plus fortes, respectivement +6,9 % et +5,8 %.

Le chômage de longue durée s'étend

Le chômage de longue durée continue de croître, mais à un rythme moins rapide qu'en 2013. Les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an augmentent de 47 700 à 51 600, soit une hausse de +8,1 %, plus modérée qu'en 2013 (+14,0 %). La progression du chômage de longue durée est également moins marquée qu'en France métropolitaine (+9,4 %). Cette catégorie de chômeurs croît davantage dans l'Aube (+12,8 %) que dans les Ardennes (+6,2 %), la Marne (+6,7 %) et la Haute-Marne (+7,4 %).

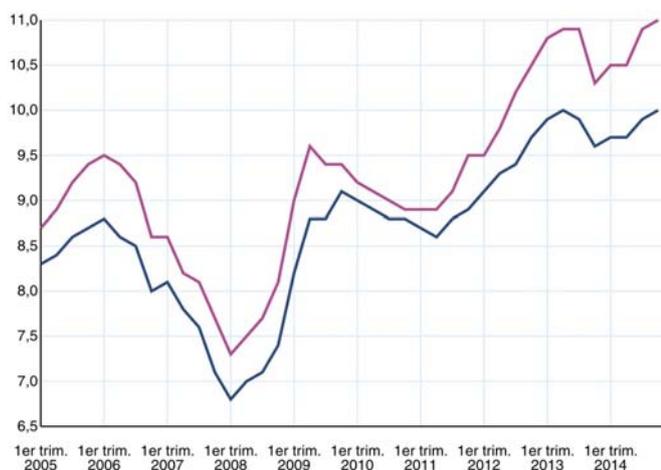
La part des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an en Champagne-Ardenne continue de se renforcer. Fin 2014, elle s'établit à 44,9 % de la demande d'emploi (42,8 % en moyenne nationale), contre 43,7 % fin 2013. ■

Chômage

1 Évolution trimestrielle du taux de chômage

— Champagne-Ardenne — France métropolitaine

en % de la population active



Note : données CVS

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

2 Taux de chômage

| | 2013 T4 | 2014 T1 | 2014 T2 | 2014 T3 | 2014 T4 (p) | Évolution 2014T4/2013T4 (en points de %) |
|--------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--|
| Ardennes | 11,9 | 11,9 | 11,9 | 12,2 | 12,5 | 0,6 |
| Aube | 11,4 | 11,7 | 11,7 | 12,3 | 12,4 | 1,0 |
| Marne | 9,5 | 9,7 | 9,7 | 10,0 | 10,0 | 0,5 |
| Haute-Marne | 9,1 | 9,1 | 9,3 | 9,6 | 9,7 | 0,6 |
| Champagne-Ardenne | 10,3 | 10,5 | 10,5 | 10,9 | 11,0 | 0,7 |
| France métropolitaine | 9,6 | 9,7 | 9,7 | 9,9 | 10,0 | 0,4 |

p : données provisoires.

Note : données CVS.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

3 Demandeurs d'emploi en fin de mois

| | Demandeurs d'emploi au 31/12/2014 (en milliers) | | Évolution 2014/2013 (en %) (1) | |
|------------------------------|---|-------------|--------------------------------|-------------|
| | Catégories A, B, C | Catégorie A | Catégories A, B, C | Catégorie A |
| Hommes | 58,2 | 42,4 | 6,0 | 7,2 |
| Femmes | 56,6 | 35,7 | 4,4 | 3,8 |
| Moins de 25 ans | 19,4 | 13,4 | 0,5 | -0,0 |
| 25 à 49 ans | 69,8 | 46,2 | 5,0 | 5,4 |
| 50 ans ou plus | 25,6 | 18,4 | 9,5 | 11,0 |
| Inscrits depuis plus d'un an | 51,6 | nd | 8,1 | nd |
| Champagne-Ardenne | 114,8 | 78,0 | 5,2 | 5,6 |
| France métropolitaine | 5 291,8 | 3 552,9 | 6,4 | 5,4 |

nd : données non disponibles.

(1) : évolution de l'indicateur entre le 31/12/2013 et le 31/12/2014

Note : données brutes.

Sources : Pôle emploi ; DARES.

4 Demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A,B,C par département

| | Ardennes | | Aube | | Marne | | Haute-Marne | |
|-----------------------------------|---|----------------------------|---|----------------------------|---|----------------------------|---|----------------------------|
| | Demandeurs d'emploi au 31/12/2014 (en milliers) | Évolution 2014/2013 (en %) | Demandeurs d'emploi au 31/12/2014 (en milliers) | Évolution 2014/2013 (en %) | Demandeurs d'emploi au 31/12/2014 (en milliers) | Évolution 2014/2013 (en %) | Demandeurs d'emploi au 31/12/2014 (en milliers) | Évolution 2014/2013 (en %) |
| Moins de 25 ans | 4,3 | -2,0 | 4,8 | 3,4 | 7,8 | -1,6 | 2,5 | 5,9 |
| 25 à 49 ans | 14,7 | 3,7 | 17,5 | 9,2 | 29,5 | 3,4 | 8,1 | 4,6 |
| 50 ans ou plus | 6,0 | 9,6 | 6,6 | 11,8 | 9,6 | 8,7 | 3,3 | 7,3 |
| Total | 25,0 | 4,0 | 28,9 | 8,8 | 47,0 | 3,6 | 13,9 | 5,4 |
| dont inscrits depuis plus d'un an | 11,8 | 6,2 | 12,6 | 12,8 | 21,0 | 6,7 | 6,2 | 7,4 |

Note : données brutes.

Sources : Pôle emploi ; DARES.

Politiques d'emploi

Les chômeurs de longue durée et les jeunes, publics prioritaires de la politique d'emploi

Dans le contexte économique de la Champagne-Ardenne, où la situation du marché du travail reste dégradée et où le chômage de longue durée continue de s'accroître, les dispositifs d'aide à l'accès à l'emploi sont très mobilisés.

Comme en 2013, les publics prioritaires de ces politiques sont les jeunes les moins qualifiés et les chômeurs de longue durée. En 2014, des objectifs particuliers sont fixés à l'égard des habitants des zones urbaines sensibles. Plus de 2 500 contrats d'avenir sont signés par des jeunes en 2014, dont un quart correspondent à des renouvellements. Le recours à ce dispositif continue de se développer. En revanche, les bénéficiaires de contrats uniques d'insertion, destinés aux personnes les plus éloignées de l'emploi, diminuent.

Christine D'Anzi, Directrice Champagne-Ardenne

En 2014, la situation du marché du travail reste préoccupante en Champagne-Ardenne. Le maintien, à un niveau élevé, du nombre de licenciements économiques et du recours au chômage partiel témoigne de difficultés persistantes. Le recul de l'emploi salarié se poursuit, principalement dans la construction (-4,5 % en glissement annuel) et l'industrie (-2,1 % en glissement annuel) et les baisses restent supérieures à celles enregistrées en France métropolitaine. Le taux de chômage, qui s'établit à 11,0 % de la population active régionale au 4^e trimestre 2014 atteint un nouveau record.

Les demandeurs d'emploi (catégories A, B et C) continuent de croître en Champagne-Ardenne, de +5,2 % en glissement annuel en 2014. Le chômage de longue durée progresse et concerne désormais 45 % de la demande d'emploi régionale. En revanche, l'augmentation reste limitée dans la région pour les jeunes de moins de 25 ans (+0,5 %), et est inférieure à la hausse nationale (+2,9 %).

Le contrat unique d'insertion, pour les publics les plus éloignés de l'emploi

En 2014, 8 300 contrats uniques d'insertion (CUI) sont signés en Champagne-Ardenne (figure 1), soit 19 % de moins qu'en 2013. Ce dispositif vise prioritairement les chômeurs de longue durée, les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), les seniors, les travailleurs handicapés et, depuis 2014, les habitants des zones urbaines sensibles (ZUS). Il prend la forme du contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) dans le secteur non marchand et du contrat initiative emploi (CIE) dans le secteur marchand. Les CAE représentent 87 % des contrats dans la région et les principaux employeurs sont les associations et fondations (42 %). Les chômeurs de

longue durée représentent 76 % des bénéficiaires. Compte-tenu des objectifs fixés par le Ministère du travail, la part des publics prioritaires augmente en 2014 : 16 % ont une reconnaissance de handicap (après 13 % en 2013), 23 % sont bénéficiaires du RSA (au lieu de 13 % en 2013) et 13 % sont issus de ZUS. Par ailleurs, 29 % ont plus de 50 ans (25 % en 2013) et les deux tiers sont des femmes.

Dans le secteur privé, les embauches en CIE se font principalement dans le commerce (25 %), l'hôtellerie-restauration (16 %), l'industrie (15 %) et la construction (9 %). Les hommes sont majoritaires sur ce type de contrat (53 %) et 64 % du public concerné sont des chômeurs de longue durée.

Les emplois d'avenir, pilier de la politique d'insertion des jeunes

Depuis 2012, le dispositif des emplois d'avenir permet de proposer des solutions d'emploi aux jeunes peu ou pas qualifiés. En 2014, 2 480 contrats d'avenir sont signés en Champagne-Ardenne, soit une progression de 25 % par rapport à 2013 (+490 contrats). Néanmoins, environ 600 d'entre eux correspondent à des renouvellements de contrats.

Au total, depuis la mise en place du dispositif, 4 520 jeunes ont bénéficié d'un contrat d'avenir en Champagne-Ardenne. Les bénéficiaires ont majoritairement (68 %), au plus un niveau de qualification qui correspond au CAP ou au BEP. Plus d'un quart d'entre eux (28 %) ont suivi au moins une des 1 731 formations financées dans le cadre des emplois d'avenir, le plus souvent par les organismes professionnels ou le Conseil régional. La moitié de ces formations concerne l'apprentissage des savoirs de base et environ 20 % visent à l'obtention d'un diplôme, d'un certificat

ou d'un titre professionnel, notamment dans les métiers de loisirs et d'animation ou du sport.

Le contrat de génération mis en place fin 2012, a permis l'embauche en CDI de plus de 600 jeunes en Champagne-Ardenne, contre 330 l'année précédente. Le recrutement est couplé au maintien en emploi d'un senior pour faciliter la transmission des compétences. Cette mesure concerne davantage des hommes (70 %), des jeunes âgés de 21 à 23 ans (45 %), sur des postes d'ouvriers qualifiés de type industriel (14 %), d'employés de commerce (14 %) ou de techniciens (11 %). Un tiers des jeunes recrutés dans ce cadre a un diplôme supérieur au baccalauréat.

Parallèlement à ces nouveaux dispositifs, plus de 5 100 contrats d'apprentissage sont signés en 2014 avec les entreprises de la région, en baisse de 7 % par rapport à 2013, et 2 330 contrats de professionnalisation (+2,2 %).

L'accompagnement des salariés licenciés

Depuis 2011, les salariés licenciés des entreprises de moins de 1 000 salariés ou en liquidation judiciaire peuvent bénéficier d'un accompagnement renforcé vers le retour à l'emploi dans le cadre du contrat de sécurisation professionnelle (CSP). En 2014, 2 671 Champardennais sont entrés dans ce dispositif, soit +6 % par rapport à 2013. Ce sont surtout des hommes (62 %) et des personnes entre 25 et 44 ans (51 %). Les plus de 50 ans représentent 27 % des bénéficiaires et les employés qualifiés et les ouvriers qualifiés 62 %. Depuis la mise en place du dispositif en 2011, 19 % des bénéficiaires sont sortis du CSP pour reprise d'emploi ou création d'entreprise. ■

1 Nombres d'entrées dans les principales mesures d'accompagnement et d'aide à l'emploi

| | 2014 (p) | 2013 | Évolution 2014/2013 (en %) |
|---|----------|-------|----------------------------------|
| Contrats en alternance | | | |
| Contrats de professionnalisation (1) | 2 330 | 2 280 | 2,2 |
| Contrats d'apprentissage du secteur privé | 5 131 | 5 494 | -6,6 |
| Emplois aidés du secteur marchand | | | |
| initiative emploi (CUI-CIE) | 1 066 | 1 184 | -10,0 |
| Emplois d'avenir | 758 | 682 | 11,1 |
| Emplois aidés du secteur non marchand | | | |
| Contrat unique d'insertion - Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) (2) | 7 238 | 9 070 | -20,2 |
| Emplois d'avenir | 1 717 | 1 303 | 31,8 |
| Mesures d'accompagnement des jeunes | | | |
| Contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) | 3 523 | 3 764 | -6,4 |

p : données provisoires.

(1) : données provisoires, DARES - Extrapro.

(2) : les contrats aidés CUI-CAE de 2013 ont une durée de 6 à 24 mois et ceux de 2014, une durée de 12 à 24 mois.

Note : extraction en avril 2015.

Source : DARES.

Le régime indemnitaire des chômeurs évolue en 2014

La convention d'Assurance chômage renégociée au printemps 2014 entre les partenaires sociaux et l'Assedic, crée les « droits rechargeables » pour les demandeurs d'emploi. Cette évolution réglementaire devrait encourager la reprise d'activité et éviter que des chômeurs renoncent à un emploi, même de courte durée, de peur de perdre leurs allocations. À partir du mois d'octobre 2014, un demandeur d'emploi qui prend un emploi, y compris sur des contrats courts, voit sa durée d'indemnisation par l'Assurance chômage allongée. Toute période travaillée avant l'épuisement de ses allocations est prise en compte et permet de recharger ses droits, à terme de son contrat ou s'il venait à perdre cet emploi non de son fait. La condition pour que le demandeur d'emploi puisse en bénéficier, c'est d'avoir travaillé au moins 150 heures sur l'ensemble de sa période d'indemnisation.

Depuis 2014, les modalités de répartition interrégionale des volumes d'emplois aidés intègrent des priorités envers les résidents des ZUS

Les publics prioritaires des dispositifs de la politique d'emploi sont définis annuellement au niveau national et déclinés au niveau régional, en fonction des spécificités territoriales, par arrêté. Parmi les dispositifs, le Contrat Unique d'Insertion (CUI) qui vise prioritairement les demandeurs d'emploi de longue durée, les bénéficiaires du RSA, les seniors, les travailleurs reconnus handicapés est élargi, en 2014, aux résidents des Zones urbaines sensibles (ZUS). Pour ce public particulier, des cibles sont définies pour l'ensemble des emplois publics aidés : « *les objectifs nationaux de recrutement des contrats aidés (CUI et Emplois d'avenir) sont fixés en 2014 conformément à la convention d'objectifs pour les quartiers prioritaires 2013/2015 signée entre le Ministre délégué à la ville et le Ministre chargé de l'emploi le 25 avril 2013. Celle-ci prévoit au niveau national que les publics concernés représentent 25 % des emplois d'avenir, 13 % des CAE et 11 % des CIE* ». En Champagne-Ardenne, les objectifs ont été portés à 19,2 % pour le CAE et à 16,4 % pour le CIE.

Par ailleurs, les jeunes demandeurs d'emploi qui résident dans une zone de revitalisation rurale (ZRR), mais qui ne répondent pas aux conditions d'entrée dans le dispositif des contrats d'avenir du fait de leur niveau de qualification, peuvent bénéficier d'une dérogation particulière.

Pour en savoir plus

- Christine D'Anzi, « Évaluation du dispositif ADEO en Champagne-Ardenne - Une initiative régionale dans l'accompagnement vers l'emploi des publics issus de contrats d'intérim ou à durée indéterminée », juin 2015 (à paraître)
- Lien partenaire : www.champagne-ardenne.directe.gouv.fr/etudes-et-statistiques, 1834

Démographie des entreprises

Diminution des créations et légère baisse des défaillances

En 2014, les créations d'entreprises en Champagne-Ardenne baissent de nouveau (-2,1 %), après une légère hausse en 2013. Dans les départements de la région, la dynamique entrepreneuriale recule, hormis dans l'Aube. Les enregistrements diminuent le plus fortement dans les secteurs du commerce (-8,9 %) et de la construction (-7,0 %). En revanche, la création se renforce dans l'industrie manufacturière qui bénéficie de nouveaux projets (+12,5 %).

Après l'engouement des premières années, les immatriculations d'auto-entreprises continuent de baisser (-1,5 %, après -11,3 %) ; toutefois elles représentent encore plus de la moitié des créations dans la région. Les défaillances d'entreprises diminuent légèrement mais demeurent à un haut niveau historique.

Patrick Bouny, Antoine Wallaert, Insee Champagne-Ardenne

En 2014, 7 600 entreprises sont créées en Champagne-Ardenne dans les secteurs marchands non agricoles, soit le niveau le plus bas depuis l'instauration du régime de l'auto-entrepreneur en 2009. Après une légère hausse en 2013 (+0,8 %), le nombre des créations diminue (-2,1 %), alors qu'il progresse de nouveau en France métropolitaine (+2,6 % après -1,9 %) (figure 1). Elles augmentent dans la plupart des régions, sauf pour huit parmi lesquelles la Champagne-Ardenne, la Franche-Comté (-3,2 %) et l'Alsace (-4,1 %) qui enregistrent les replis les plus marqués.

Les créations reculent pour toutes les formes juridiques d'entreprises

En Champagne-Ardenne, les créations d'auto-entreprises continuent de baisser (-1,5 %) mais nettement moins qu'en 2013 (-11,3 %). En France métropolitaine, elles augmentent de 3,5 %. Depuis la mise en place de ce régime en 2009, les immatriculations d'auto-entreprises sont chaque année majoritaires. En 2014, elles concernent 54,3 % des enregistrements dans la région et 52,2 % en France métropolitaine. Les autres formes d'entreprises individuelles, qui représentent 21,4 % des créations (17,8 % nationalement), diminuent aussi, de 2,0 % en Champagne-Ardenne, moins qu'au niveau national (-2,9 %).

En 2014, 1 849 inscriptions de nouvelles sociétés sont dénombrées. Ces entités dotées d'une personnalité morale concernent un quart des créations (24,3 %). Dans la région, elles reculent de 3,3 %, après une hausse de 4,6 % en 2013 ; en revanche, en France métropolitaine, elles augmentent de 4,4 %, après -0,3 % en 2013. Les sociétés représentent 30,0 % des nouvelles entreprises au niveau national, en raison du poids des nombreuses créations sous cette forme en Île-de-France. Comme les années passées,

les créateurs champardennais de sociétés optent d'abord pour la société à responsabilité limitée (SARL) (62,8 %), puis pour la société par actions simplifiée (SAS) (32,2 %).

En 2014, la dynamique entrepreneuriale recule dans tous les départements de la région sauf dans l'Aube (figure 2). Les créations y repartent à la hausse (+7,3 %), après avoir baissé de 6,2 % en 2013. La diminution, plus forte dans les Ardennes (-11,5 %) et en Haute-Marne (-3,3 %), résulte de moindres créations de sociétés (respectivement -25,4 % et -15,5 %). Dans la Marne, qui concentre 44,6 % des enregistrements de la région, le repli est moins marqué (-1,9 %).

Des baisses plus marquées dans le commerce et la construction

Les créations d'entreprises dans le secteur du commerce et de la réparation d'automobiles, qui concentre un quart environ des enregistrements, sont en repli de 8,9 % (figure 3). La faiblesse de la consommation des ménages pèse sur ce secteur de même que sur les autres activités de services aux particuliers (-3,7 %) et des arts, spectacles et activités récréatives (-11,4 %). En revanche, le bilan est meilleur dans les domaines de la santé humaine et l'action sociale (+11,0 %) et de l'enseignement (+6,4 %), secteurs dans une dynamique favorable depuis plusieurs années. Dans la construction, l'atonie de l'activité marque une nouvelle fois le niveau des créations (-7,0 %), après une quasi-stabilité en 2013. Toutes les formes d'entreprises sont touchées par cette nouvelle baisse. Mais de nombreux projets portés par des auto-entrepreneurs ont abouti dans l'industrie manufacturière, soit +24,2 %, et les créations augmentent dans ce secteur particulier de 12,5 %.

Parmi les entreprises individuelles créées en 2014 en Champagne-Ardenne, 36,7 % le sont par une femme. Cette proportion continue de progresser (35,8 % en 2013) mais elle demeure inférieure à la part métropolitaine (38,5 %). Les femmes s'investissent plus souvent dans des activités du tertiaire comme dans les services personnels aux ménages qui regroupent 17,6 % des créations féminines, les services de santé humaine (16,8 %) et le commerce de détail (16,6 %).

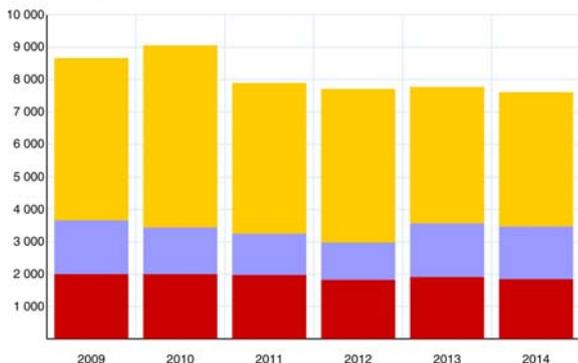
Les défaillances d'entreprises diminuent légèrement

En 2014, en Champagne-Ardenne, 1 101 entreprises ont fait l'objet d'un jugement prononçant soit l'ouverture d'une procédure de redressement, soit la liquidation judiciaire. Après avoir fortement progressé, le nombre de défaillances diminue légèrement (-0,8 %), dans la région comme en France métropolitaine (-0,7 %) (figure 4), tout en demeurant à des niveaux jamais atteints auparavant. Les défaillances reculent dans la plupart des régions métropolitaines hormis dans six d'entre elles. Elles sont notamment en hausse en Basse-Normandie (+6,8 %) et en Alsace (+11,1 %).

Les secteurs du commerce, du transport et de l'hébergement et restauration concentrent 40,6 % des jugements prononcés dans la région en 2014. Les défaillances y reculent (-6,3 %), comme dans les services aux particuliers (-17,2 %) (figure 5). Mais dans les autres grands secteurs d'activité, elles continuent de progresser, notamment dans la construction (+9,2 %), et dans l'industrie (+8,0 %). ■

1 Créations d'entreprises dans la région Champagne-Ardenne

— Sociétés
— Entreprises individuelles hors auto-entreprises
— Auto-entreprises



Note : nombre de créations brutes.

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

2 Créations d'entreprises par département

Unité : %

| | Sociétés | Entreprises individuelles hors auto-entreprises | Régime d'auto-entrepreneur | Ensemble | |
|--------------------------|---------------------|---|----------------------------|----------------------------|---------------------|
| | Évolution 2014/2013 | Évolution 2014/2013 | Évolution 2014/2013 | Créations en 2014 (nombre) | Évolution 2014/2013 |
| Ardennes | -25,4 | -3,8 | -7,6 | 1 497 | -11,5 |
| Aube | 7,6 | 8,5 | 6,7 | 1 874 | 7,3 |
| Marne | 5,8 | -6,7 | -3,5 | 3 391 | -1,9 |
| Haute-Marne | -15,5 | 0,5 | 0,0 | 847 | -3,3 |
| Champagne-Ardenne | -3,3 | -2,0 | -1,5 | 7 609 | -2,1 |
| France métropolitaine | 4,4 | -2,9 | 3,5 | 534 454 | 2,6 |

Note : données brutes.

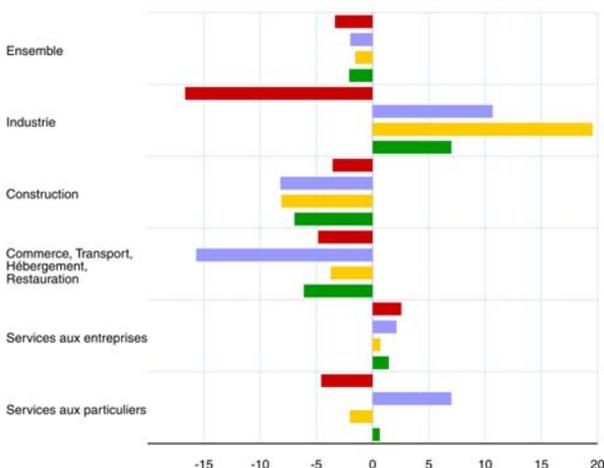
Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

3 Évolution annuelle du nombre de créations d'entreprises entre 2013 et 2014 dans la région Champagne-Ardenne

— Sociétés
— Entreprises individuelles hors auto-entreprises
— Auto-entreprises
— Ensemble

en %



Note : données brutes.

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

4 Défaillances d'entreprises par département

| | Défaillances 2014 (nombre) | Évolution 2014/2013 (%) |
|--------------------------|----------------------------|-------------------------|
| Ardennes | 255 | 35,6 |
| Aube | 272 | 12,4 |
| Marne | 451 | -15,7 |
| Haute-Marne | 123 | -15,2 |
| Champagne-Ardenne | 1 101 | -0,8 |
| France métropolitaine | 60 548 | -0,7 |

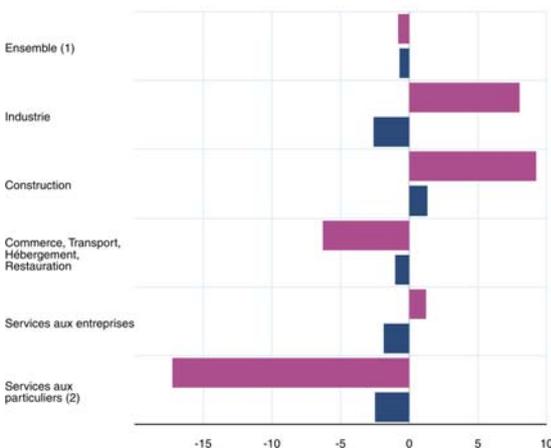
Note : données brutes, en date de jugement.

Source : Banque de France, Fiben (extraction du 9/2/15).

5 Évolution annuelle des défaillances d'entreprises selon le secteur d'activité entre 2013 et 2014 dans la région Champagne-Ardenne

— Champagne-Ardenne — France Métropolitaine

en %



(1) y compris agriculture.

(2) hors administration publique, activités des ménages.

en tant qu'employeurs et activités extra-territoriales.

Note : données brutes, en date de jugement.

Source : Banque de France, Fiben (extraction du 9/2/15).

« Micro-entrepreneur » se substitue à « auto-entrepreneur »

Depuis le 19 décembre 2014, de nouvelles dispositions définies par la loi Pinel du 18 juin 2014 s'appliquent au régime de l'auto-entreprise. En particulier, le terme de micro-entrepreneur se substitue à celui d'auto-entrepreneur.

Commerce extérieur

Dynamisme des exportations et solde commercial au plus haut

En 2014, les exportations de la région Champagne-Ardenne continuent d'être très dynamiques : elles progressent de 5,4 % par rapport à 2013 pour atteindre 11,3 milliards d'euros, niveau historiquement haut. Les importations régionales augmentent légèrement (+1,7 %) pour atteindre 8,1 milliards d'euros. Dans ce contexte, l'excédent commercial de la région s'accroît à nouveau et son taux de couverture continue de progresser pour atteindre 139 %.

La croissance des exportations est principalement tirée par les ventes de produits pharmaceutiques et celles de champagne. Ces dernières sont en hausse par rapport à l'année 2013 et demeurent le premier poste d'exportation de la région.

Les échanges régionaux se font majoritairement avec l'Union européenne. La Marne renforce sa position de premier exportateur départemental de Champagne-Ardenne, porté notamment par le dynamisme des ventes de produits pharmaceutiques.

Hervé Stemmelen, Directrice Champagne-Ardenne

En 2014, les exportations de la Champagne-Ardenne poursuivent leur dynamique des années précédentes : elles progressent de 5,4 %, après +4,3 % en 2013, pour atteindre 11,3 milliards d'euros (Md€) (*figure 1*). Les importations augmentent légèrement de 1,7 % pour s'établir à 8,1 Md€, après une baisse en 2013 (-6,9 %). Le commerce extérieur régional dégage ainsi un solde excédentaire de 3,2 Md€, en augmentation de 15,9 %, par rapport à l'année précédente. Le taux de couverture des importations par les exportations continue de progresser pour atteindre 139 %.

La Champagne-Ardenne, 2^e région par l'importance de son excédent commercial

En 2014, la Champagne-Ardenne améliore son positionnement par rapport aux autres régions grâce à ses bonnes performances en matière de commerce extérieur. Alors qu'elle n'est que la 13^e région métropolitaine exportatrice avec 2,7 % du total national, elle se positionne au 4^e rang pour la progression de ses exportations, derrière la Corse (+18,0 %), la Franche-Comté (+7,6 %) et la Basse-Normandie (+7,5 %). La région exporte 8 469 € par habitant (4^e rang français), soit près de 2 000 € de plus que la moyenne nationale. Plus de 3 300 exportateurs réguliers contribuent à ce résultat.

La Champagne-Ardenne est la 2^e région métropolitaine, après Midi-Pyrénées, pour son excédent commercial et la 3^e pour son taux de couverture. Un an plus tôt, elle était 3^e pour l'importance de son excédent commercial et 4^e en 2012.

Le solde du commerce extérieur par habitant, de 2 378 €, positionne la Champagne-Ardenne au 3^e rang des régions françaises, derrière Midi-Pyrénées et Franche-Comté.

Le champagne, moteur des exportations régionales

Les exportations champardennaises de produits agricoles et agro-alimentaires s'élèvent à 4,1 Md€ (*figure 2*) et représentent 36,5 % du total des exportations de la région. Elles diminuent cette année (-2,0 %), et ce sur la majorité des postes, à l'exception des ventes de boissons. Elles subissent principalement les conséquences de la baisse des cours des céréales (notamment -18 % en moyenne annuelle pour le blé champardennais) ainsi que d'une récolte céréalière de moins bonne qualité.

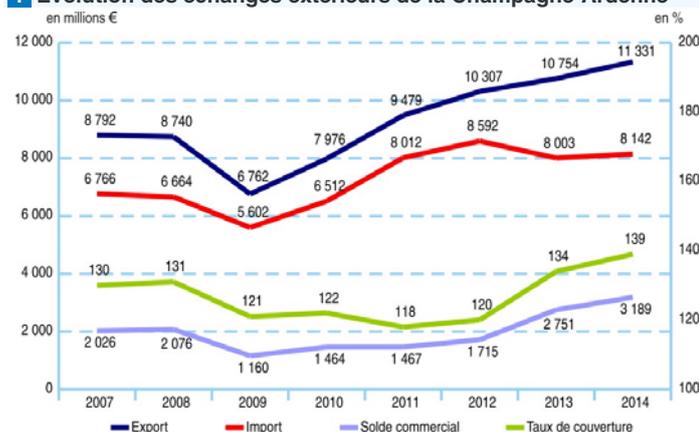
À elle seule, la balance du poste « produits agro-alimentaires » s'élève à +3,0 Md€, après +2,9 Md€ en 2013. Les ventes de champagne vers l'extérieur (près de 90 % des ventes de boissons) s'élèvent à 2,5 Md€ et constituent le 1^{er} poste

exportateur de la région : 22,5 % des exportations de la région.

Selon le Comité Interprofessionnel des Vins de Champagne (CIVC), la Champagne-Ardenne exporte 145 millions de bouteilles de vins de Champagne (sur 307 millions expédiées au total, soit 47 %) en 2014. Les exportations de champagne sont en progression de 5,3 % en 2014, après une diminution l'année précédente. L'Union européenne constitue le premier marché et regroupe 54 % des exportations (78 millions de bouteilles), en croissance de 4,4 % en 2014, après deux années de recul. Les ventes de champagne vers les pays tiers atteignent leur plus haut niveau des trois dernières années avec 66,9 millions de bouteilles (+6,3 % par rapport à l'année précédente).

Les deux premiers clients, le Royaume-Uni, 32,7 millions de bouteilles expédiées (+6,1 % par rapport à 2013) pour 477,3 M€, et les États-Unis, 19,2 millions de bouteilles expédiées (+7,3 % par rapport à 2013) pour 401,7 M€, représentent près de 36 % des exportations totales de vins de Champagne. Suivent l'Allemagne, avec 12,6 millions de bouteilles (194,7 M€) et le Japon, avec 10,4 millions de bouteilles (213,8 M€).

1 Évolution des échanges extérieurs de la Champagne-Ardenne



Note : échelle de droite pour le taux de couverture (en %) et échelle de gauche pour les exports, imports et solde commercial (en millions €).
Source : Douanes.

2 Principaux produits exportés par la Champagne-Ardenne

| Unité : millions d'euros | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2014/2013 (en %) | Part (en %) |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|------------------|-------------|
| Produits des Industries Agro Alimentaires (a) | 3 347 | 3 557 | 3 559 | 3 608 | +1,4 | 31,8 |
| <i>dont boissons</i> | 2 566 | 2 761 | 2 733 | 2 865 | +4,8 | 25,3 |
| <i>produits laitiers et glaces</i> | 230 | 221 | 270 | 267 | -1,1 | 2,3 |
| <i>produits alimentaires divers</i> | 278 | 322 | 276 | 236 | -14,5 | 2,1 |
| <i>produits travail grains, amylicés</i> | 129 | 144 | 170 | 136 | -20,0 | 1,2 |
| <i>autres produits</i> | 144 | 109 | 110 | 104 | -6,4 | 0,9 |
| Produits agricoles et sylvicoles (b) | 592 | 561 | 666 | 527 | -20,9 | 4,7 |
| <i>dont produits culture et élevage</i> | 546 | 519 | 627 | 484 | -22,8 | 4,3 |
| <i>produits sylvicoles</i> | 46 | 42 | 39 | 43 | +10,3 | 0,4 |
| Total (a+b) | 3 939 | 4 118 | 4 225 | 4 135 | -2,0 | 36,5 |
| Produits pharmaceutiques | 188 | 858 | 1 390 | 2 006 | +44,3 | 17,7 |
| Chimie | 1 015 | 1 076 | 1 078 | 1 119 | +3,8 | 9,9 |
| <i>dont produits chimiques de base</i> | 367 | 401 | 383 | 345 | -9,9 | 3,1 |
| <i>produits en plastique</i> | 296 | 309 | 325 | 342 | +5,2 | 3,0 |
| <i>produits chimiques divers</i> | 139 | 149 | 163 | 250 | +53,4 | 2,2 |
| <i>produits en caoutchouc</i> | 213 | 217 | 207 | 182 | -12,1 | 1,6 |
| Automobiles | 735 | 777 | 790 | 801 | +1,4 | 7,1 |
| <i>dont équipements et pièces détachées</i> | 612 | 575 | 514 | 487 | -5,3 | 4,3 |
| <i>véhicules</i> | 123 | 202 | 276 | 314 | +13,8 | 2,8 |
| Machines et équipements industriels et agricoles | 648 | 753 | 761 | 780 | +2,5 | 6,9 |

Source : Douanes.

3 Évolution du solde des échanges extérieurs de produits pharmaceutiques en Champagne-Ardenne

| Unité : millions d'euros | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|--------------------------|-------------|-------------|-------------|---------------|---------------|-------------|------------|
| Export | 280 | 202 | 171 | 188 | 858 | 1 390 | 2 006 |
| Import | 679 | 813 | 1 034 | 1 217 | 2 036 | 1 903 | 1 835 |
| Solde | -399 | -611 | -863 | -1 029 | -1 178 | -513 | 171 |

Source : Douanes.

Les exportations de produits pharmaceutiques, de nouveau en forte hausse

En 2014, les exportations de produits pharmaceutiques sont encore en forte hausse : +44 %, après +62 % en 2013. Elles atteignent 2,0 Md€ et représentent désormais près de 18 % du total des exportations de la région.

Cette forte dynamique, amorcée en 2012, est probablement liée à des mouvements intra-filiales des grands groupes du secteur implantés dans la région et, à l'utilisation par certains groupes ne produisant pas en Champagne-Ardenne, de facilités offertes par les plateformes logistiques de la région, notamment celles du site de Vatry. L'essentiel de ces exportations s'oriente vers des pays de l'Union européenne, en premier lieu le Royaume-Uni (675 M€) suivi de l'Allemagne (665 M€), largement devant la Belgique et les Pays-Bas.

Avec 1,8 Md€, les importations de produits pharmaceutiques représentent le plus important poste d'achats de la région en provenance de l'extérieur (22,5 % du total des importations de la région). Elles proviennent en premier des États-Unis (428 M€), suivis de la Belgique (412 M€), devant l'Allemagne et la Suède. Le solde commercial pour ce secteur est très légèrement excédentaire cette année (171 M€) (figure 3).

L'Union européenne, 1^{er} partenaire commercial de la région

Les échanges extérieurs de la Champagne-Ardenne continuent de se renforcer avec

l'Union européenne. Les exportations champardennaises vers les pays européens progressent de 7,8 % par rapport à l'année précédente et atteignent 72,1 % du total régional, après 70,4 % en 2013. La part des importations régionales en provenance de l'Union européenne se stabilise à 78,2 %.

L'Allemagne, traditionnellement 1^{er} partenaire de la région, concentre 19 % de l'ensemble des échanges, devant le Royaume-Uni (11 %). La Champagne-Ardenne exporte désormais trois fois plus vers le Royaume-Uni qu'elle n'importe, conséquence pour partie de la forte hausse des ventes de produits pharmaceutiques intervenue en 2014. Les 3 premiers pays clients de la région (Allemagne, Royaume-Uni et Belgique), tout comme les 3 premiers fournisseurs (Allemagne, Belgique et Italie), concentrent 45 % de l'ensemble des échanges.

Le marché asiatique représente 8,1 % des exportations régionales. De très importants volumes de ventes de champagne sont comptabilisés par les douanes vers Singapour, plate-forme de transit et de redistribution vers les pays de l'est de l'Asie de l'Est (Chine, Corée, Japon, Taïwan). À l'inverse, la Chine est le principal fournisseur asiatique de la Champagne-Ardenne : elle concentre 56 % des importations provenant du marché asiatique.

Le marché nord-américain reste la 3^e zone d'échanges de la région. Il est destinataire de 6,2 % des exportations de Champagne-Ardenne et fournit 6,5 % de ses importations.

Les exportations vers la Russie, en forte hausse en 2013 (+29,2 %), sont en net repli en 2014 (-10,1 %) (figure 4). Cette évolution est notable sur les ventes de véhicules et équipements automobiles dont la Russie est le premier importateur de la région, ainsi que sur les machines et l'outillage qui connaissent un recul. Les exportations de champagne de leur côté, non concernées par l'embargo russe sur certains produits agro-alimentaires, augmentent dans le même temps.

Renforcement du poids de la Marne dans les exportations régionales

Avec 6,9 Md€ les exportations marnaises continuent de progresser, en hausse de 10,2 % par rapport à 2013. Elles représentent désormais 61 % du montant des exportations régionales. Cette augmentation s'explique principalement par l'essor des ventes marnaises de boissons (2,7 Md€), de champagne essentiellement, qui représentent 93 % des exportations de boissons de Champagne-Ardenne, et par celles de produits pharmaceutiques (2,0 Md€) qui représentent la quasi-totalité des exportations régionales du secteur. Ces deux produits constituent à eux seuls plus de deux-tiers du total des exportations du département. En revanche, la Marne importe pour un montant de 4,4 Md€ composé à 41 % de produits pharmaceutiques (1,8 Md€). Les exportations des autres départements sont stables hormis celles de l'Aube, en baisse de 4 % en 2014, comme en 2013. ■

Pour en savoir plus

- Lien partenaire : www.champagne-ardenne.dircccte.gouv.fr/etudes-et-statistiques, 1834

4 Principales destinations des exportations de Champagne-Ardenne

| Unité : millions d'euros | 2012 | 2013 | 2014 | 2014/13 (en %) | % du total des exports de la région en 2014 | Principaux produits exportés en 2014 |
|--------------------------|---------------|---------------|---------------|----------------|---|--|
| Total | 10 307 | 10 754 | 11 331 | +5,4 | 100 | Champagne (25 %), produits pharmaceutiques (18 %) |
| Allemagne | 1 174 | 2 111 | 2 133 | +1,0 | 18,8 | Produits pharmaceutiques (31 %), champagne (10 %) |
| Royaume-Uni | 1 229 | 1 143 | 1 664 | +45,6 | 14,7 | Produits pharmaceutiques (41 %), champagne (30 %) |
| Belgique | 1 275 | 1 390 | 1 382 | -0,6 | 12,2 | Champagne (16 %), céréales (13 %) |
| Italie | 845 | 773 | 762 | -1,4 | 6,7 | Champagne (15 %), céréales (12 %) |
| États-Unis | 652 | 627 | 644 | +2,7 | 5,7 | Champagne (63 %) |
| Espagne | 491 | 503 | 534 | +6,2 | 4,7 | Équipements automobiles (13 %), champagne (12 %) |
| Pays-Bas | 463 | 505 | 509 | +0,7 | 4,5 | Produits pharmaceutiques (32 %), céréales (14 %) |
| Russie | 309 | 400 | 359 | -10,3 | 3,2 | Véhicules (32 %), équipements automobiles (28 %) |
| Singapour | 273 | 277 | 328 | +18,4 | 2,9 | Champagne (95 %) |

Lecture : les exportations de produits pharmaceutiques de la Champagne-Ardenne vers l'Allemagne représentent 31 % du total des exportations de la région vers l'Allemagne en 2014.

Source : Douanes.

5 Principaux pays de provenance des importations de Champagne-Ardenne

| Unité : millions d'euros | 2012 | 2013 | 2014 | 2014/13 (en %) | % du total des imports de la région en 2014 | Principaux produits importés en 2014 |
|--------------------------|--------------|--------------|--------------|----------------|---|---|
| Total | 8 592 | 8 003 | 8 142 | +1,7 | 100 | Produits pharmaceutiques (23 %), produits chimiques (12 %) |
| Allemagne | 1 748 | 1 608 | 1 551 | -3,5 | 19,0 | Produits pharmaceutiques (17 %), chimiques (16 %) |
| Belgique | 943 | 1 065 | 1 141 | +7,1 | 14,0 | Produits pharmaceutiques (36 %), sidérurgie (13 %) |
| Italie | 932 | 906 | 976 | +7,7 | 12,0 | Motocycles (14 %), véhicules (13 %) |
| États-Unis | 661 | 497 | 517 | +4,0 | 6,3 | Produits pharmaceutiques (83 %) |
| Royaume-Uni | 530 | 425 | 496 | +16,7 | 6,1 | Produits pharmaceutiques (29 %), boissons (28 %) |
| Espagne | 517 | 508 | 434 | -14,6 | 5,3 | Véhicules (20 %), produits pharmaceutiques (15 %) |
| Pays-Bas | 393 | 367 | 430 | +17,2 | 5,3 | Produits chimiques et azotés (38 %) |
| Chine | 448 | 383 | 388 | +1,3 | 4,8 | Outillage, quincaillerie (13 %), vêtements (11 %) |
| Suède | 371 | 379 | 317 | -16,4 | 3,9 | Produits pharmaceutiques (76 %) |

Lecture : les importations de produits pharmaceutiques de la Champagne-Ardenne en provenance de l'Allemagne représentent 17 % du total des importations de la région en provenance d'Allemagne en 2014.

Source : Douanes.

Agriculture

Rendements élevés et prix en baisse pour les grandes cultures

Pour la deuxième année consécutive, la situation des exploitations agricoles champardennaises se dégrade. Si les rendements sont souvent excellents en 2014, les prix accusent une forte baisse, notamment pour les grandes cultures. Le prix annuel moyen du blé est inférieur de 18 % à celui de 2013, celui de l'orge d'hiver de 13 %, celui de l'orge de printemps de 6 % et celui du colza de 16 %. La production laitière s'améliore grâce à une production en hausse, un prix du lait bien orienté et le repli des charges d'alimentation. La production de viande bovine est fortement pénalisée par la baisse des cours.

Michel Tison, Draaf Champagne-Ardenne

En 2014, la production champardennaise de céréales continue de progresser en volume pour atteindre 5,9 millions de tonnes, soit 6,7 % de plus qu'en 2013. Elle dépasse de 7,1 % la moyenne quinquennale 2009-2013. Les cours moyens des céréales poursuivent leur recul entamé en 2013.

Des rendements en céréales élevés, mais des prix qui s'effondrent

La sole de blé recule de 5 % par rapport à 2013. Avec 85 quintaux par hectare (q/ha), le rendement est très satisfaisant. Il dépasse de 5 quintaux celui de 2013 et de 6 quintaux la moyenne des cinq années précédentes. La production de blé, comparable à celle de 2013, s'élève à 3,3 millions de tonnes (*figure 1*). Des conditions climatiques exceptionnelles en août (températures nocturnes trop basses) ont provoqué une germination des grains sur pied ou en silo. La qualité des blés constatée au moment de la récolte, l'aptitude à être travaillée en boulangerie a été compromise.

La parité euro-dollar, défavorable à l'euro, handicape les blés français pendant le 1^{er} semestre 2014. Le cours évolue assez peu jusqu'en juin, influencé essentiellement par les conditions météorologiques des grands bassins de production. Les blés français trouvent difficilement preneur à l'exportation et la demande intérieure reste modeste. La perspective de rendements élevés pour la nouvelle campagne ne fait pas remonter les prix. À partir d'août, les problèmes de qualité liés à la germination des grains finissent par provoquer un effondrement des cours. Néanmoins, dès octobre, une parité euro-dollar plus favorable aux productions françaises relance sensiblement les exportations et les prix. Les problèmes climatiques, contrariant les semis d'hiver, entretiennent cette tendance haussière qui se maintient jusqu'à la fin de

l'année. Le prix annuel moyen du blé en 2014 est inférieur de 18 % à celui de 2013 (*figure 2*).

La production d'orge et d'escourgeon d'hiver s'élève à 825 milliers de tonnes, soit 9,2 % de plus qu'en 2013, et 8,1 % de plus que la moyenne 2009-2013. Avec 1,15 million de tonnes, celle d'orge de printemps progresse de 12,5 % par rapport à 2013. L'évolution des surfaces et des rendements explique celle des productions. La sole d'orge d'hiver perd 1 900 hectares, soit 1,7 % de surfaces en moins. Celle d'orge de printemps gagne 15 400 hectares, soit 10,1 % en plus. Les rendements atteignent respectivement 73 et 68 q/ha en 2013, supérieurs de 7 et 1,5 q/ha à ceux de 2013. En moyenne annuelle, le prix de l'orge d'hiver régresse de 12,6 % par rapport à 2013 et celui de l'orge de printemps de 6,3 %.

Une production record et des prix en baisse pour le colza

En 2014, les agriculteurs champardennais produisent un niveau record de 758 milliers de tonnes de colza. Le maintien des surfaces et un rendement élevé entraînent une forte hausse de la production de 26,8 % par rapport à 2013. La production régionale est supérieure de 12,5 % à la moyenne 2009-2013.

Pendant le 1^{er} semestre 2014, les prix du pétrole et une abondante récolte nord-américaine limitent dans un premier temps la hausse des cours. Les prix diminuent avec l'arrivée de la nouvelle campagne, puis remontent en fin d'année après l'annonce d'une baisse des surfaces européennes cultivées. En moyenne sur l'année, le prix du colza perd 16 % de sa valeur par rapport à 2013.

Production betteravière en forte hausse

Avec 8,9 millions de tonnes de betteraves, la production régionale progresse de 17,3 %

par rapport à la campagne précédente, après deux années de repli. Cette hausse est due à des rendements plus élevés, passant de 87,5 tonnes par hectare (t/ha) en 2013 à 99,0 t/ha en 2014. Les surfaces cultivées augmentent également de 3,6 %.

La production de pommes de terre de consommation augmente de 12 %, résultat d'une hausse de 4,4 % des surfaces et de +4 t/h de rendement (55 t/ha). La cotation des variétés à chair normale baisse toute l'année. En moyenne annuelle, elle chute de 31 % par rapport à 2013. La production de pommes de terre féculières augmente de 4,4 %, sous l'effet d'une hausse du rendement de 1 t/ha (59 t/ha en 2014) et des surfaces de 2,7 %.

Plus de lait produit mais moins de viande bovine

En 2014, les producteurs ont livré 6,7 millions d'hectolitres (hl) de lait, soit 6,2 % de plus qu'en 2013 (*figure 3*) pour un cheptel de vaches laitières en baisse de 0,6 %. Ce niveau de production est supérieur de 1,4 % au niveau annuel moyen de la période 2009-2013. La livraison mensuelle moyenne en 2014, de 550 000 hl, est en hausse de 1,5 % par rapport à celle des cinq années précédentes. Le prix moyen du lait s'établit à 378 € pour 1 000 litres en 2014, soit 23 € de plus qu'en 2013 et 54 € de plus que la moyenne 2009-2013.

La diminution de la production de viande bovine se poursuit avec un repli des tonnages abattus de près de 1 % par rapport à 2013. Les tonnages de viande ovine produits dégringolent de 25 %. En revanche, ceux de viande porcine restent stables mais inférieurs de 12 % à la moyenne 2009-2013. Les cours de la viande bovine régressent en 2014. En moyenne sur l'année, le prix du kilo de carcasse de bœuf diminue de 8 % et celui de vache de réforme de 14 %. La baisse des charges d'alimentation ne compense pas la chute des cours. ■

1 Productions végétales

Unités : milliers de tonnes, %

| | Production | | Variation de la production | |
|-------------------------------|------------|-------|----------------------------|--------------------------------|
| | 2014 | 2013 | 2014/2013 (%) | 2014/moy. quinq. 2009-2013 (%) |
| Céréales | 5 911 | 5 541 | 6,7 | 7,1 |
| <i>dont blé tendre</i> | 3 336 | 3 308 | 0,8 | 7,6 |
| <i>orge d'hiver</i> | 825 | 756 | 9,2 | 8,1 |
| <i>orge de printemps</i> | 1 146 | 1 019 | 12,5 | 0,6 |
| <i>maïs grain</i> | 529 | 389 | 36,0 | 15,4 |
| Oléagineux | 791 | 634 | 24,7 | 10,0 |
| <i>dont colza</i> | 758 | 598 | 26,8 | 12,5 |
| <i>tournesol</i> | 31 | 34 | -10,9 | -30,0 |
| Protéagineux | 101 | 79 | 27,9 | -11,4 |
| <i>dont pois protéagineux</i> | 84 | 63 | 32,0 | -2,0 |
| <i>féveroles</i> | 17 | 15 | 10,4 | -40,4 |
| Betteraves | 8 935 | 7 620 | 17,3 | 13,3 |
| Pommes de terre | 866 | 789 | 9,8 | 10,7 |
| <i>dont féculières</i> | 269 | 258 | 4,4 | 8,0 |
| <i>consommation</i> | 578 | 516 | 12,0 | 11,5 |
| Chanvre (fibres) | 40 | 27 | 49,1 | 33,4 |
| Luzerne | 650 | 550 | 18,3 | 5,5 |

Source : Agreste - statistique agricole définitive 2008 à 2013, provisoire 2014.

3 Productions animales

Unités : milliers de tonnes, %

| | Production | | Variation de la production | |
|----------------------------------|------------|--------|----------------------------|--------------------------------|
| | 2014 | 2013 | 2014/2013 (%) | 2014/moy. quinq. 2009-2013 (%) |
| Abattages - Unités : tonnes, % | | | | |
| Gros bovins | 21 437 | 21 626 | -0,9 | -7,7 |
| <i>dont vaches</i> | 8 130 | 8 333 | -2,4 | -19,9 |
| <i>génisses</i> | 2 384 | 2 233 | 6,8 | -13,1 |
| <i>taurillons</i> | 8 882 | 8 882 | 0,0 | 16,0 |
| <i>boeufs</i> | 1 901 | 2 059 | -7,7 | -24,3 |
| Veaux de boucherie | 557 | 667 | -16,6 | -26,1 |
| Ovins | 406 | 545 | -25,4 | -30,2 |
| <i>dont agneaux</i> | 393 | 527 | -25,4 | -29,9 |
| Porcins | 5 313 | 5 333 | -0,4 | -12,3 |
| <i>dont porcs charcutiers</i> | 5 266 | 4 839 | 8,8 | -5,1 |
| Lait - Unités : milliers d'hl, % | 6 698 | 6 307 | 6,2 | 1,4 |

Source : SSP - Enquête mensuelle abattage grands animaux.

2 Évolution du prix du blé



Source : Agreste - Réseau des Nouvelles des Marchés.

Viticulture

Des ventes de champagne en hausse portées par les exportations

La vendange 2014 est de qualité mais son rendement est en léger retrait par rapport à celui de 2013. Le plafond de rendement est atteint dans la majorité des secteurs, mais les mises en réserve individuelle sont moins importantes que l'année dernière. La production de raisins en appellation Champagne diminue de 3,4 % par rapport à 2013.

L'ensemble des expéditions de bouteilles de champagne dépasse les 307 millions, soit 0,7 % de plus qu'en 2013. Les ventes sont soutenues par les exportations qui progressent de 5,3 %. Les expéditions vers l'Union européenne repartent à la hausse après deux années de baisse et celles vers les pays tiers continuent leur progression. En revanche, le marché français est orienté à la baisse pour la quatrième année consécutive.

Gregory Dobbstein, Draaf Champagne-Ardenne

La production de raisins en appellation Champagne est en baisse de 3,4 % par rapport à l'année précédente. Elle atteint 389 300 tonnes en 2014 contre 403 000 tonnes en 2013. Toutefois, elle reste très proche de la moyenne 2009-2013. Les surfaces en production, localisées au siège de l'exploitation, s'établissent à 33 700 hectares (ha). La surface plantée, qui comprend notamment les jeunes vignes, est de 34 280 ha. Les plantations de vignes sont stables par rapport à l'année passée. Cette stabilité s'explique par un vignoble dont l'aire d'appellation est plantée à 97 % et par un blocage des nouvelles plantations jusqu'à l'horizon 2020.

Rendement autorisé atteint pour la plupart des exploitants

Le rendement disponible autorisé en 2014 est fixé par l'interprofession à 10 100 kilogrammes de raisins par hectare (kg/ha). Ce rendement est complété par une réserve individuelle accordée jusqu'à 3 100 kg/ha, portant le plafond limite de classement pour cette année à 13 200 kg/ha soit 100 kg/ha de plus qu'en 2013 (*figure 1*). Le système de réserve individuelle géré par le Comité Interprofessionnel des Vins de Champagne (CIVC) permet, les bonnes années, de mettre en réserve une partie de la récolte afin d'en disposer, soit en cas de récolte déficitaire (gelée, grêle...), soit pour répondre à une demande croissante du marché. Les quantités autorisées produites en appellation et mises en réserves individuelles font l'objet de négociations entre les vignerons et les maisons de Champagne durant l'été précédant la récolte.

Les vendanges débutent le 8 septembre 2014 dans quelques communes de l'Aube et se terminent pendant la première décennie d'octobre. Les vignes sont bien chargées et malgré les conditions météorologiques variables de l'été 2014, la qualité sanitaire est au rendez-vous. Les viticulteurs vendangent en moyenne 11 550 kg/ha en Appellation d'Origine Protégée (AOP) pour la région Champagne-Ardenne, assurant une production de près de 2,3 millions d'hectolitres (4 % de moins qu'en 2013). Le rendement disponible est atteint dans la majorité des secteurs viticoles mais les mises en réserve individuelles diminuent de 28 %.

Pour l'ensemble de la Champagne viticole, qui inclut le vignoble de l'Aisne et de la Seine-et-Marne, la production s'élève à 2,5 millions d'hectolitres en AOP, soit un volume de 337 millions de bouteilles, après 349 millions en 2013. Par ailleurs, le prix du raisin augmente modérément et s'établit autour de 5,8 euros le kg. En 2014, les maisons de Champagne ont acheté 59,2 % de la récolte du vignoble. Cette part ne cesse d'augmenter depuis 2008 et constitue désormais un record.

Expéditions en progression mais nouveau repli du marché français

Les expéditions de bouteilles de champagne s'élèvent à un peu plus de 307 millions, en hausse de 0,7 % par rapport à 2013 (*figure 2*). Pour la 4^e année consécutive, le marché français est en baisse, avec 162 millions de bouteilles écoulées contre 167 millions en 2013. En revanche, avec 78 millions de bouteilles expédiées, les ventes vers l'Union européenne sont à

nouveau orientées à la hausse (+4,4 %), après deux années de baisse ; celles vers les pays tiers continuent d'être dynamiques : 67 millions de bouteilles expédiées (+6,2 %). Les dix premiers marchés du Champagne sont en progression (*figure 3*). Le duo de tête composé du Royaume-Uni et des États-Unis augmente respectivement de 6,1 % et 7,3 %. L'Allemagne, avec une progression de moindre ampleur (+ 2,0 %), demeure la 3^e destination à l'exportation des vins de Champagne. La Chine se maintient au 15^e rang avec des importations en repli par rapport à 2013 (-0,6 %). En 2014, le Champagne réalise plus de la moitié de son chiffre d'affaires à l'exportation et occupe la 1^{re} place, en termes d'exports, de la filière des vins et spiritueux devant le Cognac et les vins de Bordeaux.

Parmi les différents acteurs du marché, les vignerons enregistrent une nouvelle baisse de leurs ventes (-3,9 %). Ils pâtissent à nouveau du recul du marché français qui reste leur principal débouché (90 % de leurs expéditions). Les ventes des maisons de Champagne et des coopératives progressent de 2,0 %. Pour ces acteurs, la baisse du marché français est compensée par la hausse des exportations : les maisons de Champagne progressent de 7,4 % vers les pays tiers et les coopératives affichent une nette hausse de leurs expéditions de près de 15 % vers l'Union européenne. ■

Pour en savoir plus

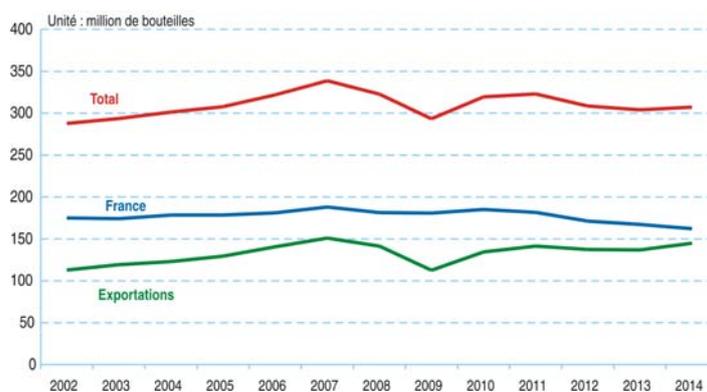
- Lien partenaire : www.draaf.champagne-ardenne.agriculture.gouv.fr/Conjoncture
- La conjoncture agricole nationale : www.agreste.agriculture.gouv.fr

1 Rendement moyen en appellation Champagne



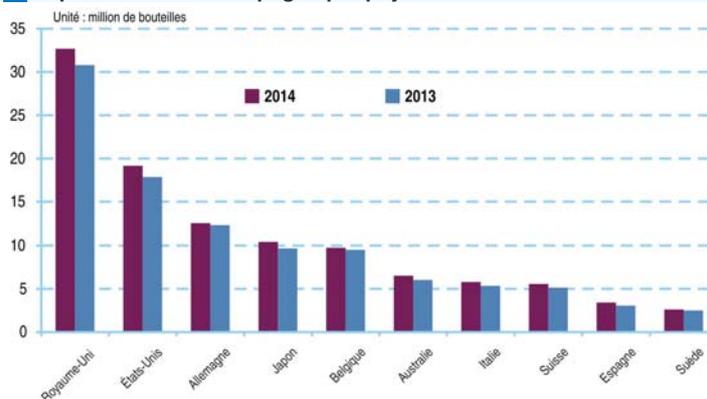
Source : CIVC.

2 Évolution des expéditions de champagne



Source : CIVC.

3 Exportations de champagne par pays



Source : CIVC.

Construction

L'activité recule fortement

En 2014, les autorisations et les mises en chantier de logements en Champagne-Ardenne continuent de diminuer, respectivement de 22 % et 20 %. Tous les types de logements sont touchés, qu'ils soient individuels ou collectifs et en résidence. En France métropolitaine, le repli est moins marqué : -11,0 % pour les autorisations, -10,0 % pour les mises en chantier.

L'activité recule nettement dans la construction de locaux non résidentiels : les surfaces autorisées et les surfaces mises en chantier atteignent des niveaux très bas.

Sur le marché de l'immobilier, après une reprise significative en 2013, les ventes de logements neufs baissent de nouveau fortement dans la région (-47 %).

Sophie Chadeau, Dreal Champagne-Ardenne

En 2014, les mises en chantier de logements en Champagne-Ardenne concernent principalement la Marne (44 %) et l'Aube (30 %), loin devant les Ardennes (17 %) et la Haute-Marne (9 %).

Des mises en chantier et autorisations de logements en forte baisse

En 2014, pour la 5^e année consécutive, les mises en chantier de logements diminuent dans la région. Elles accusent un repli, -20 % sur un an, davantage qu'en France métropolitaine (-10 %) et plus marqué qu'en 2013 (*figure 1*). Le recul affecte notamment la Marne (-29 %), puis la Haute-Marne (-20 %) et l'Aube (-13 %). Les Ardennes restent à un niveau identique à celui de 2013. En Champagne-Ardenne, 4 500 logements sont mis en chantier en 2014. Les constructions de logements collectifs et en résidence reculent fortement (-21 %), atteignant le niveau le plus bas des dix dernières années (2 200 mises en chantier). Le secteur du logement individuel chute de 18 %. Avec 2 300 constructions individuelles commencées, la région enregistre un niveau historiquement bas.

En 2014, 4 200 logements sont autorisés à la construction (*figure 2*). Pour la 4^e année consécutive, les autorisations sont en diminution dans la région (-22 %, après -18 % en 2013, -6 % en 2012 et -8 % en 2011), plus fortement qu'en France métropolitaine (-11,0 %). La baisse est aussi nettement plus marquée que celle observée sur la période 2008-2013 (-5 % par an).

Les départements des Ardennes (-33 %) et de l'Aube (-31 %) sont les plus touchés cette année. Le nombre de logements autorisés à la construction baisse de 8 % dans la Marne et reste stable en Haute-Marne. Au niveau national, les autorisations de construire accusent un repli de 11 %.

Dans le secteur des logements collectifs et en résidence, 1 900 autorisations sont enregistrées en 2014, soit un repli de 27 % par rapport à 2013. Le nombre de logements individuels autorisés diminue de 14 % en Champagne-Ardenne. Il représente 57 % des autorisations de construire de la région, contre 42 % en France.

Des surfaces autorisées de locaux à un niveau très bas

Pour la 3^e année consécutive, les surfaces de locaux autorisés à la construction dans le secteur non résidentiel diminuent, tant au niveau régional que national (*figure 3*). En Champagne-Ardenne, elles s'établissent à 693 milliers de m² en 2014 (-27 % par rapport à 2013), niveau extrêmement bas, inférieur à la moyenne annuelle de la période 2008-2013. En France, la baisse des surfaces autorisées est moins marquée (-11 %). La quasi-totalité des secteurs de construction de locaux ont des surfaces autorisées en repli dans la région. Elles sont uniquement en hausse pour les bureaux et l'artisanat, respectivement +8 % et +6 % (*figure 4*).

Après une relative stabilisation des surfaces de locaux mis en chantier entre 2010 et 2012, le secteur affiche en 2013 une diminution des surfaces de locaux commencés avec seulement 686 milliers de m² enregistrés, soit une baisse de 6 % par rapport à 2012. Le secteur de l'hébergement hôtelier enregistre une forte progression (+154 %). Les surfaces d'entrepôts et de bâtiments agricoles mises en chantier sont également en hausse, respectivement de 46 % et 15 %. En revanche, les secteurs des bureaux (-45 %), de l'industrie (-40 %), des services publics (-28 %) et du commerce (-26 %) affichent une baisse par rapport à 2012.

La commercialisation des logements neufs en repli

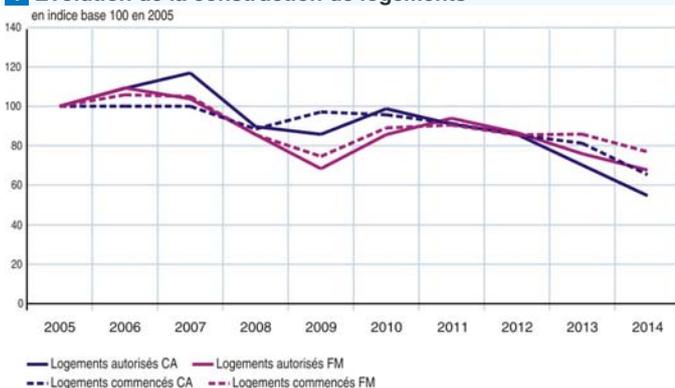
En 2014, les ventes de logements neufs dans le cadre de programmes d'au moins cinq logements reculent de 47 % dans la région, après une hausse de 27 % en 2013 (*figure 5*). Les réservations d'appartements et de maisons individuelles diminuent fortement, respectivement de -49 % et de -36 %. En 2014, les ventes régionales de logements neufs sont inférieures de 42 % à la moyenne de celles des dix dernières années.

Les mises en vente de biens immobiliers sont également en repli (-12 %). La baisse concerne principalement la commercialisation de maisons individuelles, en recul de 53 % par rapport à 2013. Dans le collectif, les mises en vente diminuent de 4 %, la baisse concernant surtout les logements de petite taille (-24 %) et ceux de grande taille (-12 %). Seules les mises en vente d'appartements de type T3 sont en forte hausse (+63 %).

Conséquence de la baisse des réservations et du volume des ventes inférieures à celle des mises en vente, le nombre de logements disponibles fin 2014 dans la région est en hausse (+31 %). Le délai d'écoulement des maisons individuelles en Champagne-Ardenne est élevé et s'établit à 35,4 mois, soit près de trois années. Il est moindre dans le secteur du collectif où il atteint 2 ans (24,6 mois).

Le prix moyen d'une maison champardennaise (terrain compris) augmente (+8 % par rapport à 2013) après deux années de baisse : il s'établit à 207 520 €. Il est néanmoins inférieur de 18 % à celui observé au niveau national. Après quatre années de hausse, le prix moyen des appartements neufs amorce une baisse (-5 %) et s'établit à 3 151 € par m². En France métropolitaine, il se stabilise à 3 862 € par m². ■

1 Évolution de la construction de logements



Note : données brutes provisoires arrondies à la centaine en date réelle.
Champ : logements individuels et collectifs.
Source : Sit@del2, estimation date réelle à fin mars 2015.

2 Logements autorisés par département

| | Logements en 2014 (nombre) | Évolution 2014/2013 | Évolution annuelle moyenne 2013/2008 (1) |
|--------------------------|-------------------------------|---------------------|---|
| Ardennes | 600 | -33,3 | -3,9 |
| Aube | 1 100 | -31,3 | -3,4 |
| Marne | 2 300 | -8,0 | -4,8 |
| Haute-Marne | 300 | 0,0 | -15,6 |
| Champagne-Ardenne | 4 200 | -22,2 | -4,8 |
| France métropolitaine | 358 200 | -11,0 | -2,4 |

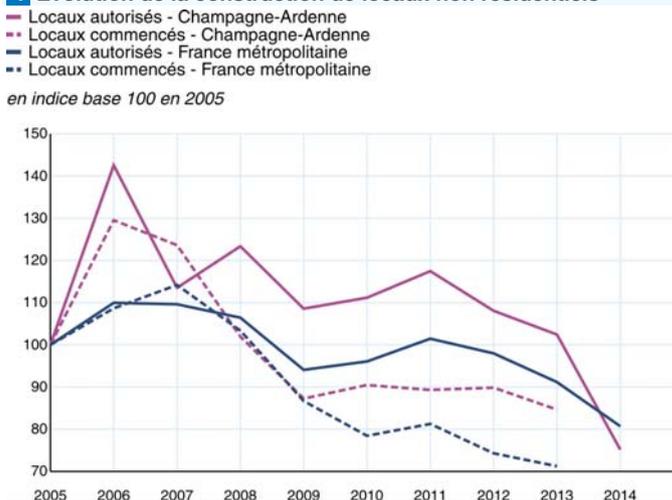
(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de logements, pour le département ou la région, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.
Note : données brutes provisoires arrondies à la centaine en date réelle. Les évolutions sont calculées sur données non arrondies.
Champ : France métropolitaine.
Source : Sit@del2, estimation date réelle à fin mars 2015.

3 Construction autorisée de locaux non résidentiels, selon le type

| Unités : % | Champagne-Ardenne | | | France métropolitaine | |
|---------------------------------------|---|---------------------|--|-----------------------|--------------------------------------|
| | Surfaces autorisées en 2014 (en milliers de m ²) | Évolution 2014/2013 | Évolution moyenne annuelle 2013/2008 (1) | Évolution 2014/2013 | Évolution moyenne annuelle 2013/2008 |
| Artisanat | 32 | 5,7 | 72,6 | 5,2 | 42,1 |
| Bureaux | 58 | 7,8 | -10,0 | -22,3 | -1,5 |
| Commerce | 81 | -27,1 | 8,5 | -14,1 | 0,6 |
| Entrepôt | 100 | -33,8 | 7,1 | 8,3 | -6,6 |
| Exploitation agricole ou forestière | 277 | -30,1 | 1,6 | -13,5 | -2,0 |
| Hébergement hôtelier | 4 | -62,2 | 0,6 | -16,1 | 3,5 |
| Industrie | 64 | -7,6 | -20,1 | -2,0 | -14,9 |
| Service public ou d'intérêt collectif | 77 | -36,8 | -15,0 | -19,7 | -0,9 |
| Ensemble | 693 | -26,6 | -3,6 | -11,5 | -3,1 |

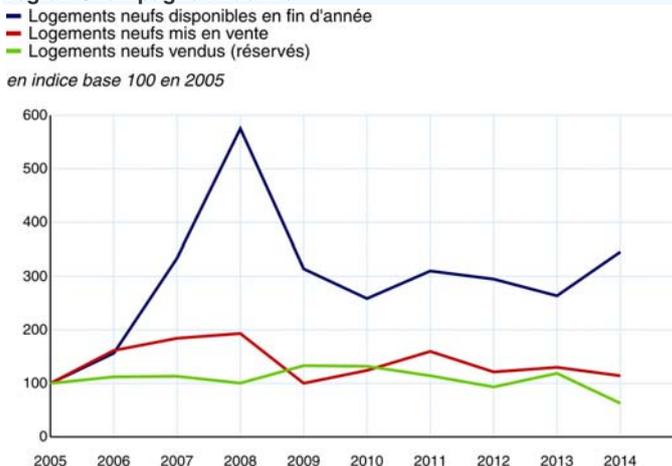
(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de locaux, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.
Note : données brutes provisoires en date réelle.
Source : Sit@del2, estimation date réelle à fin février 2015.

4 Évolution de la construction de locaux non résidentiels



Note : données brutes provisoires en date réelle.
Source : SOeS, Sit@del2, estimation date réelle à fin février 2015.

5 Évolution de la commercialisation de logements neufs dans la région Champagne-Ardenne



Note : données brutes.
Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine.
Source : SOeS, enquête ECLN.

Méthodologie

La base de données Sit@del2 rassemble les informations relatives aux autorisations de construire (permis accordés) et aux mises en chantier transmises par les services instructeurs (État, collectivités territoriales) au service statistique du Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (MEDDE). Les mouvements relatifs à la vie du permis (dépôts, autorisations, annulations, modificatifs, déclarations d'ouverture de chantier, déclarations d'achèvement des travaux) sont exploités à des fins statistiques. Les séries de la construction utilisées pour la conjoncture et le bilan économique sont élaborées à partir de cette base.

En matière de logement, les séries d'estimations en date réelle sont produites mensuellement pour évaluer le nombre d'autorisations et de mises en chantier. Elles visent à retracer dès le mois suivant, l'ensemble des événements à leur date réelle. Sur la base des données collectées, les séries intègrent une estimation de l'information non encore remontée. Ces séries sont actualisées chaque mois pour prendre en compte les informations les plus récentes. Les estimations en date réelle corrigent des éventuels défauts de collecte des déclarations d'ouverture de chantier.

Pour les locaux non résidentiels, les séries de surface de plancher en date réelle sont utilisées pour les études structurelles. L'information est restituée selon la date effective de l'autorisation ou de la date de la mise en chantier. Ces séries sont présentées nettes des annulations et ne comportent pas d'estimations : elles minorent donc la réalité, spécialement pour les mois de collecte les plus récents.

D'autres données, produites à partir des informations collectées sur les formulaires (permis autorisés, déclaration de mise en chantier,...) sont disponibles sur le site du SOeS (Accueil > Logement - Construction > Construction > Logement (respectivement "Locaux non résidentiels") > onglet "résultats détaillés").

Tourisme

Bilan positif pour l'hôtellerie, maussade pour le camping

En 2014, la fréquentation des hôtels et des campings de Champagne-Ardenne est stable après trois années de progression et s'établit à 3,6 millions de nuitées. En France métropolitaine, la fréquentation recule légèrement (-0,8 %) après une hausse limitée en 2013. Dans l'hôtellerie, l'activité progresse pour la quatrième année consécutive (+0,7 %) et le retour de la clientèle étrangère se confirme. En revanche, après une année 2013 déjà morose, la baisse de la fréquentation des campings se poursuit (-3,4 %). Pourtant, la clientèle française est venue plus nombreuse, mais cette hausse ne compense pas le nouveau recul des nuitées étrangères.

Patrick Bouny, Insee Champagne-Ardenne ; Séverine Portet, CRT Champagne-Ardenne

En 2014, la fréquentation touristique des hôtels et des campings de la région est stable avec 3,620 millions de nuitées (figure 1). L'hôtellerie de plein-air, qui concerne 17 % de l'activité de ces hébergements, est en repli, marquée cette année encore, par des conditions climatiques défavorables. En revanche, l'hôtellerie champardennaise réalise pour la première fois plus de 3 millions de nuitées. La progression est de 0,7 % par rapport à l'année passée, après déjà +3,4 % en 2013. Depuis 2010, ce secteur du tourisme est porté par une dynamique favorable.

En France métropolitaine, l'activité hôtelière diminue depuis deux ans : -1,4 % en 2014, après -0,4 % en 2013. Seules six régions enregistrent une hausse de fréquentation. La Champagne-Ardenne se classe au 5^e rang devant la Haute-Normandie (+0,6 %) et après la Basse-Normandie (+0,9 %).

Retour confirmé de la clientèle étrangère dans l'hôtellerie

L'augmentation de la fréquentation des hôtels de la région résulte de l'allongement de la durée moyenne de séjour. En 2014, elle augmente de 0,02 jour pour s'établir à 1,53 jour (figure 2), malgré un léger recul du nombre de clients accueillis (-0,5 %).

Amorcé en 2013, le retour de la clientèle étrangère se confirme et se traduit par une hausse des nuitées de 4,8 % ; les étrangers contribuent pour 28,1 % à la fréquentation hôtelière. L'activité liée aux clientèles belge (+13,7 %) et allemande (+9,6 %) augmente nettement. De même, la fréquentation des ressortissants du Royaume-Uni, les plus présents avec un tiers des nuitées étrangères, continue de progresser (+1,5 %), après une forte hausse en 2013. En revanche, les Néerlandais font une nouvelle fois défaut (-6,3 % de nuitées après -3,5 % en 2013), et les clientèles extra-européennes sont en

repli (-1,9 %). Le bilan est moins favorable pour la clientèle française qui avait contribué pour plus d'un tiers aux bons résultats enregistrés en 2013. Venus un peu moins nombreux, les Français ont passé 2,16 millions de nuitées en 2014, nombre en baisse de 0,8 %.

Hormis la fréquentation haut-marnaise qui diminue de 6,8 % en 2014 suite à des fermetures d'hôtels, celle des autres départements de la région augmente (figure 3). C'est notamment le cas des Ardennes (+3,0 %) qui bénéficient d'une très forte hausse des nuitées de la clientèle étrangère (+9,4 %).

Une saison d'été défavorable pour l'hôtellerie de plein air

De mai à septembre 2014, 270 000 campeurs ont été accueillis sur les terrains de la région pour y passer 616 000 nuitées. L'activité des campings continue de diminuer (-3,4 %), après un bilan de la saison 2013 déjà en baisse (-7,0 %) (figure 4). Le recul s'explique par une clientèle moins nombreuse (-6,0 %), malgré une durée moyenne de séjour (2,3 jours) qui croît de 0,07 jour. Le météo, parfois peu clémente, pèse sur la fréquentation en juillet (-12,9 %) et en août (-11,1 %), alors que le début et la fin de saison sont meilleurs qu'en 2013 (+9,9 % en juin et +17,9 % en septembre). En France métropolitaine, le camping séduit toujours davantage même si la hausse de la fréquentation ralentit (+0,3 % après +2,5 % en 2013). Dans la plupart des régions nord-est, l'activité des campings est en repli sensible cette année, notamment en Picardie (-5,7 %) et en Lorraine (-5,5 %).

Comptant pour plus de la moitié des nuitées (57,5 %), les étrangers sont moins présents : ils ont passé 10,7 % de nuitées de moins que la saison précédente, après déjà -6,4 % en 2013. Le recul concerne les principales

nationalités : les Néerlandais (-6,4 % de nuitées), qui concentrent à eux seuls 53,1 % de la fréquentation étrangère de la région, les Britanniques qui ont passé 25,2 % de nuitées en moins qu'en 2013. En revanche, la clientèle française revient cette année : sa fréquentation progresse de 8,6 % (après -8,1 % en 2013), retrouvant le niveau de 2012.

Le bilan mitigé de l'activité des campings de la région est marqué par la situation du secteur dans les Ardennes. La fréquentation des terrains y chute (-25,9 % après +5,5 % en 2013), pour partie suite à des fermetures et une baisse importante de l'offre en emplacements. En revanche, le bilan est stable dans la Haute-Marne (+0,3 %), où le camping est le plus développé, et positif dans la Marne (+6,5 %) et l'Aube (+13,9 %), après une année 2013 médiocre.

Le taux d'occupation s'améliore dans les hôtels, comme dans les campings

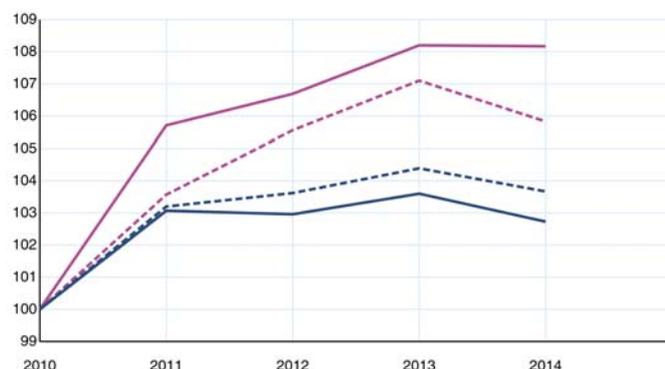
En 2014, avec 54,8 % en moyenne sur l'année, le taux d'occupation des chambres des hôtels champardennais gagne 0,2 point par rapport à 2013. Cette légère augmentation résulte d'une hausse du nombre des chambres occupées (+1,8 %), la capacité d'accueil progressant moins vite (+1,3 %). Le taux d'occupation en France métropolitaine est de 59,2 %, en recul pour la 3^e année consécutive.

Dans les campings, malgré la baisse de fréquentation, le taux d'occupation (26,9 %) progresse de 0,5 point en raison d'une forte contraction de l'offre en emplacements nus (-12,1 %). Ces derniers affichent une occupation (26,1 %) toujours plus faible que celle des emplacements équipés (32,6 %). La demande de la clientèle pour les équipements légers (mobil-home, chalet, bungalow...) reste forte et traduit un souhait de qualité et de confort. ■

1 Évolution des nuitées dans les hôtels et les campings

— Nombre de nuitées - Champagne-Ardenne
 - - Nombre d'arrivées - Champagne-Ardenne
 — Nombre de nuitées - France métropolitaine
 - - Nombre d'arrivées - France métropolitaine

en indice base 100 en 2010



Note : données 2014 définitives. Données 2010, 2011, 2012 et 2013 rétropolées suite au changement de classification début 2014.

La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT).

2 Fréquentation des hôtels et des campings

Unité : millier

| | Champagne-Ardenne | | France métropolitaine | |
|---|-------------------|------------|-----------------------|----------------|
| | Hôtels | Campings | Hôtels | Campings |
| Arrivées | 2 068 | 270 | 110 244 | 20 770 |
| - Français | 1 444 | 83 | 76 003 | 13 360 |
| - Étrangers | 624 | 187 | 34 241 | 7 409 |
| Nuitées | 3 004 | 616 | 198 509 | 109 743 |
| - Français | 2 160 | 262 | 125 568 | 73 131 |
| - Étrangers | 844 | 354 | 72 941 | 36 612 |
| Durée moyenne du séjour (en jours) | 1,5 | 2,3 | 1,8 | 5,3 |
| - Français | 1,5 | 3,2 | 1,7 | 5,5 |
| - Étrangers | 1,4 | 1,9 | 2,1 | 4,9 |

Note : données 2014 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT).

3 Nombre de nuitées dans les hôtels par département

Unité : %

| | Nombre de nuitées dans les hôtels | | | Part de nuitées effectuées en 2014 par une clientèle étrangère |
|--------------------------|-----------------------------------|---------------------|--|--|
| | 2014 (en milliers) | Évolution 2014/2013 | Évolution moyenne annuelle 2013/2010 (1) | |
| Ardennes | 324 | 3,0 | 5,5 | 21,3 |
| Aube | 701 | 2,3 | 1,6 | 24,8 |
| Marne | 1617 | 1,4 | 3,3 | 32,0 |
| Haute-Marne | 362 | -6,8 | 3,2 | 23,3 |
| Champagne-Ardenne | 3 004 | 0,7 | 3,1 | 28,1 |
| France métropolitaine | 198 509 | -1,4 | 1,0 | 36,7 |

Note : données 2014 définitives. Données 2010, 2011, 2012 et 2013 rétropolées suite au changement de classification début 2014.

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT).

4 Nombre de nuitées dans les campings par département

Unité : %

| | Nombre de nuitées dans les campings | | | Part de nuitées effectuées en 2014 | |
|--------------------------|-------------------------------------|---------------------|--|------------------------------------|--------------------------|
| | 2014 (en milliers) | Évolution 2014/2013 | Évolution moyenne annuelle 2013/2010 (1) | Par une clientèle étrangère | Sur emplacements équipés |
| Ardennes | 143 | -25,9 | 5,7 | 46,1 | 24,3 |
| Aube | 166 | 13,9 | 4,9 | 57,3 | 10,3 |
| Marne | 122 | 6,5 | -5,6 | 54,6 | 11,6 |
| Haute-Marne | 185 | 0,3 | -2,2 | 68,6 | 24,1 |
| Champagne-Ardenne | 616 | -3,4 | 0,8 | 57,5 | 18,0 |
| France métropolitaine | 109 743 | 0,3 | 1,6 | 33,4 | 47,3 |

Note : données 2014 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre. Données 2010, 2011, 2012 et 2013 rétropolées suite au changement de classification début 2014.

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT).

Transport

Une moindre baisse de l'activité en 2014

En 2014, la dégradation du secteur du transport ralentit en Champagne-Ardenne et laisse présager des perspectives meilleures. Profondément dépendant d'autres secteurs pour lesquels il réalise des prestations de service, le transport régional reste encore dans l'attente d'une reprise dans les activités relevant notamment de l'industrie et du bâtiment.

En dépit d'un contexte économique encore difficile, un des témoins d'une potentielle relance est le transport par voie fluviale qui augmente en 2014. La chute du nombre d'immatriculations de véhicules neufs ralentit. En revanche, le trafic aéroportuaire de passagers est en diminution en raison d'un fort repli du nombre de voyageurs des lignes nationales sur l'aéroport de Paris-Vatry.

Hélène Duguépéroux, Dreal Champagne-Ardenne

Fin 2014, 24 900 salariés des secteurs marchands non agricoles exercent leur activité dans le transport et l'entreposage en Champagne-Ardenne. L'emploi diminue dans ce secteur de 2,5 % par rapport à fin 2013. Ce repli est plus marqué qu'en France métropolitaine (-0,5 %). L'emploi dans le transport continue de souffrir de la conjoncture économique peu propice à la reprise de l'activité de ce secteur.

Des baisses d'immatriculations de véhicules en perte de vitesse

En 2014, 41 300 véhicules neufs sont enregistrés en Champagne-Ardenne. Les immatriculations tous véhicules confondus se contractent de 2,9 % par rapport à 2013 (*figure 1*), alors qu'elles augmentent légèrement en France métropolitaine (+0,3 %). La baisse s'atténue une nouvelle fois dans la région, après -7,4 % en 2013 et -14,5 % en 2012. Les immatriculations dans les quatre départements diminuent par rapport à 2013 : -2,7 % dans les Ardennes, -4,8 % dans l'Aube, -2,8 % dans la Marne et -0,6 % dans la Haute-Marne.

Les immatriculations de véhicules particuliers, au nombre de 32 500, sont en repli dans la région pour la cinquième année consécutive (*figure 2*). Néanmoins, le recul est moindre en 2014 : -3,3 %, après -6,9 % en 2013 et -14,9 % en 2012. Les véhicules neufs légers, de moins de 3,5 tonnes, représentent 18,2 % de l'ensemble des immatriculations régionales. Elles diminuent de 2,8 % par rapport à 2013, alors qu'elles augmentent de nouveau au niveau national (+1,5 %). En revanche, les immatriculations de véhicules industriels à moteur augmentent de 2,4 % dans la région, alors qu'elles diminuent de 13,6 % en France métropolitaine. Seules celles du département des Ardennes sont encore en repli (-26,6 %). Le renouvellement des flottes des entreprises de transport de marchandises se faisant par lots et suivant des obligations

réglementaires, les évolutions annuelles pour ce type de véhicules sont très variables.

Le transport intérieur de marchandises par la route en progrès

En 2014, les flux de marchandises transportées par la route au sein de la région Champagne-Ardenne atteignent leur plus haut niveau depuis 2 ans. Ils sont en hausse de 8,4 % par rapport à 2013 et s'élèvent désormais à 1 850 millions de tonnes-kilomètres (*figure 3*). En revanche, après une légère progression en 2013, les flux régionaux sortants et entrants par la route sont de nouveau en repli, confirmant la chute initiée en 2012 (-8,1 % pour les sortants en 2014, après +1,9 % en 2013 et -14,3 % en 2012, et -6,2 % pour les entrants en 2014, après +1,0 % en 2013 et -12,1 % en 2012). Entre 2009 et 2014, le tonnage de marchandises entrant en Champagne-Ardenne diminue, en moyenne annuelle de 0,9 % et celui sortant recule de 1,7 % (*figure 4*). Malgré une reprise en 2011 présageant d'une inversion des tendances, les volumes de marchandises entrées dans la région par la route se rapprochent de ceux de 2009. Les flux sortants atteignent cette année un niveau historiquement bas, avec 3 500 millions de tonnes-kilomètres transportés. Entre 2009 et 2014, les tonnages intérieurs à la région augmentent, en moyenne annuelle, de 1,4 %.

Une importante reprise d'activité dans le transport fluvial

Après des résultats modestes en 2013, proches de ceux de 2012, les chargements de marchandises dans les ports de la région sont en forte hausse en 2014 (+27,6 %). Cette progression est essentiellement portée par l'augmentation du tonnage chargé dans le port de Nogent-sur-Seine (+73,3 % entre 2013 et 2014). En revanche, les autres ports de la région enregistrent une baisse d'activité cette

année : port de Givet (-16,9 %) et port de Reims (-23,1 %). C'est aussi le cas pour les marchandises déchargées : le volume traité dans le port de Nogent-sur-Seine augmente également de 80,9 % par rapport à 2013, tandis qu'il diminue de 35,5 % dans le port de Givet.

L'activité fluviale est très dépendante de la qualité de la production agricole et des contrats obtenus par les gestionnaires des ports. En 2014, année marquée par une mauvaise qualité du blé de meunerie et de l'orge de brasserie, les importations augmentent et des contrats à l'exportation sont annulés. Par ailleurs, des lots initialement prévus par mode ferroviaire se reportent sur la voie fluviale.

Le nombre de passagers des aéroports en léger repli

En Champagne-Ardenne, le trafic aérien de voyageurs est en repli pour la première fois depuis 2008. Les voyageurs des lignes nationales, internationales ou en transit, diminuent de 5,1 % (*figure 5*). Le nombre de passagers maximal, au regard du nombre d'avions affrétés, était déjà quasiment atteint en 2013, le taux de remplissage oscillant entre 70 % et 80 % pour les compagnies low-cost. En 2014, le trafic international de voyageurs continue de progresser dans la région (+18,0 %). En revanche, les lignes nationales enregistrent un net repli (-45,8 %), le nombre de voyageurs passant de 34 800 à 18 800. L'aéroport Paris-Vatry comptabilise la quasi-totalité des passagers de la région (98,6 %). Initialement spécialisé dans le fret aérien, il s'est tourné également vers le transport de passagers en 2010. En 2014, 93,4 % des passagers relèvent des compagnies low-cost qui proposent des liaisons, tant vers l'international que le national avec des vols à destination de la Corse et de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. ■

1 Immatriculations de véhicules neufs

| | Véhicules particuliers | | Véhicules utilitaires légers (1) | | Véhicules industriels à moteur (2) | | Ensemble immatriculations (3) | |
|--------------------------|------------------------|----------------------------|----------------------------------|----------------------------|------------------------------------|----------------------------|-------------------------------|----------------------------|
| | 2014 (nombre) | Évolution 2014/2013 (en %) | 2014 (nombre) | Évolution 2014/2013 (en %) | 2014 (nombre) | Évolution 2014/2013 (en %) | 2014 (nombre) | Évolution 2014/2013 (en %) |
| Ardennes | 6 280 | -3,4 | 1 145 | 4,2 | 152 | -26,6 | 7 621 | -2,7 |
| Aube | 6 406 | -6,0 | 1 503 | -0,4 | 204 | 4,1 | 8 121 | -4,8 |
| Marne | 15 796 | -2,4 | 4 153 | -5,7 | 627 | 3,6 | 20 619 | -2,8 |
| Haute-Marne | 3 995 | -2,3 | 725 | -0,4 | 224 | 31,0 | 4 970 | -0,6 |
| Champagne-Ardenne | 32 477 | -3,3 | 7 526 | -2,8 | 1 207 | 2,4 | 41 331 | -2,9 |
| France métropolitaine | 1 765 855 | 0,5 | 370 130 | 1,5 | 38 895 | -13,6 | 2 180 776 | 0,3 |

Note : données brutes.

(1) : camionnettes et véhicules automoteurs spécialisés <= 3,5 t de PTAC.

(2) : camions, véhicules automoteurs spécialisés > 3,5 t de PTAC et tracteurs routiers.

(3) : y compris immatriculations de transports en commun.

Source : SOeS, SIDIV.

2 Évolution du nombre d'immatriculations de véhicules particuliers neufs

— Champagne-Ardenne — France métropolitaine

en indice base 100 en 2006



Note : données brutes.

Source : SOeS, Fichier central des automobiles, SIDIV.

3 Évolution du transport routier de marchandises dans la région Champagne-Ardenne

— Entrées dans la région
— Sorties de la région
— Intérieur de la région

en indice base 100 en 2009



p : données provisoires.

Champ : hors transport international.

Source : SoeS, Enquête Transport routier de marchandises.

4 Transports de marchandises par la route

| | 2014 (p) (millions de tonnes-kilomètres transportés) | Évolution annuelle moyenne 2014/2009 (1) |
|------------------------|---|--|
| Entrées dans la région | 3 087 | -0,9 |
| Sorties de la région | 3 490 | -1,7 |
| Intérieur de la région | 1 852 | 1,4 |

p : données provisoires.

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le transport de marchandises si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Champ : France métropolitaine hors Corse. Données hors transport international.

Source : SOeS, Enquête Transport routier de marchandises.

5 Passagers des aéroports

Unité : %

| | Champagne-Ardenne | | | France métropolitaine | |
|--|-------------------------|---------------------|--|-----------------------|--|
| | Passagers 2014 (nombre) | Évolution 2014/2013 | Évolution annuelle moyenne 2013/2008 (1) | Évolution 2014/2013 | Évolution annuelle moyenne 2013/2008 (1) |
| Lignes nationales | 18 837 | -45,8 | 58,9 | -2,6 | 1,3 |
| Lignes internationales | 78 661 | 18,0 | 105,1 | 4,2 | 2,1 |
| Transit | 56 | -95,7 | 130,5 | -12,5 | -9,9 |
| Total | 97 554 | -5,1 | 81,0 | 2,1 | 1,8 |
| Dont lignes à bas coût (low cost) | 91 101 | 1,1 | | 12,6 | 8,4 |
| Part des lignes à bas coût (low cost) (en %) | 93,4 | /// | /// | /// | /// |

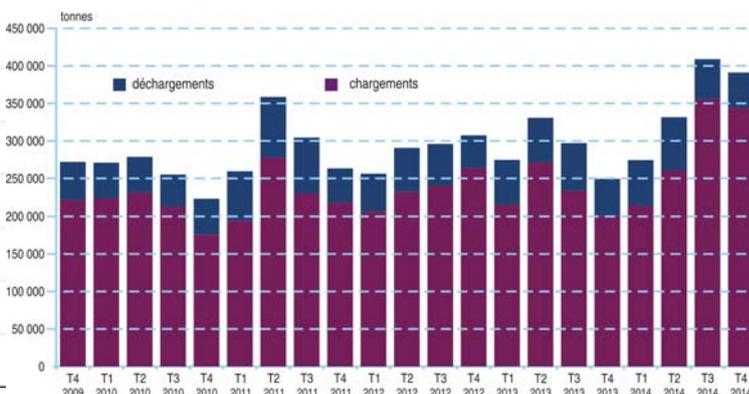
Note : données brutes.

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le trafic passager si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

/// : absence de donnée due à la nature des choses.

Source : Union des aéroports français.

6 Évolution des chargements et déchargements en Champagne-Ardenne depuis 2009



Source : Voies navigables de France.

Dépôts et crédits des banques

Des encours des dépôts et crédits bancaires en légère progression

L'évolution globale des encours de crédits accordés par les établissements bancaires implantés dans la région, entre fin 2013 et fin 2014, s'établit à +0,1 %, après une baisse l'année précédente. Cette très légère augmentation est notamment liée à une évolution encore favorable des crédits à l'habitat (+1,1 %) et à une modeste hausse des crédits aux entreprises. La croissance des dépôts collectés par les établissements bancaires implantés dans la région ralentit (+1,0 % après +4,7 % en 2013), comme au niveau national (+3,5 % après +5,5 % en 2013).

Banque de France

Cette analyse mesure l'évolution des dépôts et crédits collectés ou accordés par les établissements bancaires situés dans la région Champagne-Ardenne sur la base des déclarations établies au 31 décembre de chaque année.

Des dépôts bancaires des particuliers et des entreprises encore bien orientés

D'une fin d'année à l'autre et, sur la base des déclarations établies en décembre, la croissance des dépôts bancaires est encore bien orientée, mais davantage en France (+3,5 %) qu'en Champagne-Ardenne (+1,0 %) (figure 1). Elle est néanmoins moindre qu'en 2013, que ce soit pour la France ou la région : respectivement +5,5 % et +4,7 % l'année passée. Tous les dépôts sont concernés, hormis les dépôts à vue des entreprises pour la France dont la progression est plus importante (+11,7 %, après +11,2 % en 2013).

Dans la région, la progression la plus marquée relève des dépôts à vue (+3,2 %), notamment stimulés par les entreprises (+3,8 %). Les dépôts rémunérés, qui représentent près des trois quarts de l'ensemble des dépôts, augmentent peu (+0,2 %). Cette faible progression est portée par les entreprises (+4,1 %), alors que, pour les particuliers, les dépôts rémunérés sont en repli de 0,8 %.

Une légère reprise des crédits bancaires accordés aux entreprises et aux particuliers

L'encours régional global de crédits à fin décembre 2014 s'élève à un peu plus de 32,2 milliards d'euros. Après un recul marqué (-3,1 %) en 2013, les crédits bancaires repartent à la hausse en Champagne-Ardenne en 2014, néanmoins très modérément (+0,1 %). Au niveau

national, ils ont davantage progressé cette année (+1,0 %), après +0,3 % en 2013.

Les crédits aux particuliers, qui représentent 38,0 % des encours totaux, augmentent de 1,1 % dans la région. En particulier, après une baisse prononcée en 2013 (-16,3 %), l'octroi de crédits à la consommation repart légèrement à la hausse (+0,9 %). Les crédits à l'habitat augmentent de nouveau en 2014 (+1,1 %), à un rythme moindre qu'en 2013 (+2,6 %), en dépit de la baisse des taux d'intérêt et du prix de l'immobilier parfois en baisse.

La légère hausse des crédits aux entreprises (+0,2 %) est principalement imputable à celle des encours en matière d'équipement (+2,4 %), qui pèsent pour plus de la moitié des montants (58,8 %). Les financements d'exploitation sont encore en recul dans la région (-5,3 %), contrairement au niveau national (+0,6 %). ■

1 Évolution des dépôts et crédits bancaires des particuliers et des entreprises

Unité : en %

| | France | | Champagne-Ardenne (*) | |
|---|-------------|-------------|-----------------------|-------------|
| | Déc14/déc13 | Déc13/déc12 | Déc14/déc13 | Déc13/déc12 |
| DÉPÔTS | | | | |
| Dépôts à vue | 6,2 | 7,7 | 3,2 | 6,7 |
| <i>dont dépôts à vue particuliers</i> | 5,7 | 6,0 | 3,5 | 4,6 |
| <i>dépôts à vue entreprises</i> | 11,7 | 11,2 | 3,8 | 8,6 |
| Dépôts rémunérés | 2,2 | 4,5 | 0,2 | 3,9 |
| <i>dont dépôts rémunérés particuliers</i> | 0,3 | 2,5 | -0,8 | 0,8 |
| <i>dépôts rémunérés entreprises</i> | 1,4 | 7,3 | 4,1 | 8,4 |
| Ensemble | 3,5 | 5,5 | 1,0 | 4,7 |
| CRÉDITS | | | | |
| Crédits aux particuliers | 2,3 | 3,5 | 1,1 | 0,2 |
| <i>dont crédits aux particuliers - consommation</i> | 1,2 | -3,0 | 0,9 | -16,3 |
| <i>crédits aux particuliers - habitat</i> | 2,5 | 4,5 | 1,1 | 2,6 |
| Crédits aux entreprises | 1,3 | -1,7 | 0,2 | -5,8 |
| <i>dont crédits aux entreprises - exploitation</i> | 0,6 | -7,8 | -5,3 | -12,6 |
| <i>crédits aux entreprises - équipement</i> | 2,0 | 0,3 | 2,4 | -2,8 |
| <i>crédits aux entreprises - autres crédits</i> | 0,8 | -0,3 | 0,5 | -5,7 |
| Crédits autres bénéficiaires | -4,6 | -5,1 | -7,5 | -1,1 |
| Ensemble | 1,0 | 0,3 | 0,1 | -3,1 |

(*) Éléments en provenance des guichets bancaires présents dans la région.

Source : Banque de France.

Surendettement des particuliers

Des dépôts de dossiers de surendettement des particuliers en diminution

Le nombre de dossiers de surendettement déposés par des particuliers de la région en 2014 est quasiment stabilisé (+0,2 %) par rapport à l'année 2013, voire en diminution si l'on tient compte des évolutions législatives. Fin 2013, la région comptait 551 dossiers en moyenne pour 100 000 habitants, soit plus qu'en moyenne nationale (435 dossiers pour 100 000 habitants).

Banque de France

La loi n°2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2014, a introduit de nouvelles dispositions visant à simplifier et à accélérer la procédure de traitement des dossiers de surendettement des particuliers.

Plus de 6 000 dossiers de surendettement de particuliers

Le volume de dossiers de surendettement déposés auprès des unités de la Banque de France en Champagne-Ardenne passe de 6 016 en 2013 à 6 030 en 2014, soit +0,2 % (figure 1) par rapport à 2013 ; à méthodologie comparable, elles diminuent de 3,8 %, soit plus que la moyenne nationale (-2,1 %). La part régionale représente 2,6 % du total national des dépôts, en baisse de 0,1 point sur un an.

En 2014, 90,4 % des dossiers déposés dans la région ont été déclarés recevables, niveau légèrement supérieur à la moyenne nationale (89,1 %) et en progression par rapport à 2013. Ce niveau témoigne d'une

meilleure appropriation de la procédure par les ménages concernés et par ceux qui, au sein de la sphère sociale, les accompagnent.

En 2014, les quatre commissions de la région ont orienté 32,3 % des dossiers traités en mesures de rétablissement personnel, taux légèrement supérieur à la moyenne nationale (29,5 %). Le nombre de mesures de rétablissement personnel a progressé de 8,3 % par rapport à 2013. En contrepartie, les dossiers pouvant bénéficier de mesures de réaménagement de dettes, qui constituent la part la plus importante (50,8 % dans la région en 2014) ont légèrement diminué par rapport à 2013 (-2,3 %). Cette baisse s'explique surtout par la part croissante des dossiers pour lesquels il n'existe pas de capacité de remboursement.

551 dossiers de surendettement de particuliers pour 100 000 habitants

Le nombre moyen de dossiers de surendettement en Champagne-Ardenne pour 100 000 habitants ⁽¹⁾ de 15 ans ou

plus, qui s'élève à 551 dossiers fin 2013, est plus élevé qu'en moyenne nationale (435 dossiers pour 100 000 habitants). La Champagne-Ardenne est une des cinq régions pour lesquelles l'indicateur est le plus élevé et dépasse 500 avec la Bourgogne, la Haute-Normandie, le Nord-Pas-de-Calais et la Picardie.

Une part prédominante, en Champagne-Ardenne comme au niveau national, de dossiers émanent de débiteurs déclarant au moins une personne à charge (51,5 %), âgés de 25 à 55 ans (75,6 %), locataires de leur logement (78,6 %), appartenant à la catégorie socio-professionnelle « employé-ouvrier » (56,6 %) et disposant de revenus inférieurs au Smic (52,8 %).

Le niveau d'endettement moyen, hors dettes immobilières, atteint 24 039 € en Champagne-Ardenne, montant moindre qu'en moyenne nationale (27 303 €). ■

⁽¹⁾ Données de 2013, population de 15 ans et plus (recensement de 2010).

1 Flux traités par les commissions de surendettement

Unités : nombre de dossiers, %

| | Champagne-Ardenne | | | France | | |
|--|-------------------|--------|---------------------|---------|---------|---------------------|
| | déc-14 | déc-13 | Évolution 2014/2013 | déc-14 | déc-13 | Évolution 2014/2013 |
| Dossiers déposés | 6 030 | 6 016 | 0,2 % | 230 935 | 223 012 | 3,6 % |
| Dossiers recevables | 5 452 | 5 303 | 2,8 % | 205 787 | 195 219 | 5,4 % |
| Dossiers traités par les commissions (a+b+c+d+e) | 6 667 | 6 791 | -1,8 % | 246 538 | 241 892 | 1,9 % |
| Dossiers irrecevables (a) | 536 | 469 | 14,3 % | 16 222 | 16 059 | 1,0 % |
| Mesures de rétablissement personnel (b) | 2 156 | 1 990 | 8,3 % | 72 622 | 68 235 | 6,4 % |
| Mesures de réaménagement des dettes (c) | 3 385 | 3 466 | -2,3 % | 133 645 | 125 484 | 6,5 % |
| Dossiers clôturés toutes phases (d) | 561 | 831 | -32,5 % | 22 314 | 30 144 | -26,0 % |
| Autres sorties (e) | 29 | 35 | -17,1 % | 1 735 | 1 970 | -11,9 % |

Note : la lecture des évolutions 2014/2013 est rendue difficile par l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2014 de la loi n°2013-672 sur la séparation et la régulation des activités bancaires.

Source : Banque de France.

| | |
|---------------------------|--|
| Coordination | Direction régionale de l'Insee Champagne-Ardenne |
| Contributions | Banque de France Comité Régional du Tourisme Direccte Champagne-Ardenne Draaf Champagne-Ardenne Dreal Champagne-Ardenne |
| Directrice de publication | Laurence Bloch |
| Rédacteur en chef | David Bates |
| Auteurs | Patrick Bouny (Insee) Sophie Chadeau (Dreal Champagne-Ardenne) Christine D'Anzi (Direccte Champagne-Ardenne) Grégory Dobbstein (Draaf Champagne-Ardenne) Hélène Duguépéroux (Dreal Champagne-Ardenne) Catherine Fischer (Insee) Romain Perron (Insee) Séverine Portet (Comité Régional du Tourisme) Monique Saliou (Insee) Hervé Stemmelen (Direccte Champagne-Ardenne) Michel Tison (Draaf Champagne-Ardenne) Antoine Wallaert (Insee) |
| Attachée de presse | Cathy Durand Tél : 03 26 48 66 60 – Fax : 03 26 48 60 60 Courriel : dr51-communication-externe@insee.fr |

© Insee 2015

Bilan économique 2014

La reprise se fait attendre

En 2014, l'activité mondiale accélère légèrement. La reprise s'affermi dans les pays avancés tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents. La zone euro, après deux années de contraction de l'activité, renoue timidement avec la croissance. En France, la croissance économique est faible : +0,2 % après +0,7 % en 2013. Bénéficiant de la baisse du prix du pétrole et de l'euro, le climat des affaires s'améliore à partir d'octobre, mais demeure attentiste. L'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement (-0,5 % en glissement annuel), en raison du faible rythme de croissance de l'activité. Le pouvoir d'achat des ménages rebondit, alors que les prix de la consommation décèlent de nouveau.

En Champagne-Ardenne, alors que le climat des affaires est orienté à la baisse à partir de mi-2014 pour se redresser seulement en fin d'année, l'activité continue de se dégrader dans la quasi-totalité des secteurs, notamment l'industrie, la construction, le commerce et le transport. L'intérim est également touché. En conséquence, l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles recule de 1,7 % sur un an, au même rythme que l'année passée. L'année s'achève sur une perte nette de 4 650 emplois.

Parallèlement, la situation du marché du travail se détériore à nouveau en 2014, après une légère amélioration en 2013. Au 4^e trimestre 2014, le taux de chômage localisé de la Champagne-Ardenne s'élève à 11,0 % de la population active, en hausse de 0,7 point sur un an, après -0,2 point l'année précédente. Les quatre départements de Champagne-Ardenne enregistrent une augmentation du chômage, mais dans l'Aube la dégradation est particulièrement marquée.

Conjoncture n° 5
mai 2015

ISSN 2416-8505

Insee Champagne-Ardenne
10 rue Édouard Mignot
CS 10048
51721 Reims Cedex

Directrice de la publication :
Laurence Bloch

Rédacteur en chef :
David Bates

© Insee 2015